LAND un Sproch
LES CAHIERS DU BILINGUISME
N° 199
Septembre 2016
4,50 euros

Que peut nous apprendre l'histoire sur l'Alsace ?

L'identité régionale vue de Bretagne

VON MARIANNE, JOHN BULL
Uncle Sam und dem deutschen Michel…

COLLOQUE
Les conditions d'efficacité des politiques linguistiques

Culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle ▪ René Schickele-Gesellschaft

ÉDITORIAL

Notre culture, victime des réfugiés ?

Lors d'une récente conversation, une personne nous a fait la remarque suivante : « *Vous êtes favorables à l'accueil des réfugiés. Ne voyez-vous pas que ces personnes vont contribuer à la marginalisation du peu qui subsiste de votre culture et de votre langue régionales ?* » L'argument parait fort et beaucoup de personnes y sont sensibles. Nous ne pouvons cependant l'accepter. Pour au moins trois raisons :

Premièrement, a-t-on posé cette question pour l'arrivée massive d'autres régions françaises de nouveaux venus qui n'ont que rarement fait un effort d'adhésion à notre langue et culture ? Ces dernières n'ont eu aucun poids par rapport à l'impératif national. S'est-on inquiété de ce problème lorsqu'on a décidé d'importer en Alsace une considérable main d'œuvre étrangère pour faire fonctionner nos usines à bas coût ? L'impératif économique l'a emporté de loin sur toute considération régionale. Qui s'interroge sur les effets de « l'immigration » des nouveaux modèles culturels sur notre identité ? L'impératif de la modernité nous fait accepter la « macdonalisation » de l'Alsace. Après avoir ainsi largement démissionné face à toutes ces formes de marginalisation de notre identité, voilà que l'on s'inquiète de la venue de quelques déshérités ! Si notre langue et notre culture se portent mal, ce n'est pas leur faute, puisqu'ils ne font que frapper à notre porte…

Deuxièmement, si les nouveaux arrivants ne s'intègrent pas à la culture régionale, c'est que celle-ci n'a aucun statut ni plus aucune force d'attraction. En Suisse allemande, les immigrés apprennent en quelques années le *schwitzerditsch*, au Luxembourg, le *lëtzebuergesch*. Même en Alsace, nous connaissons tous des enfants d'immigrés italiens ou polonais devenus parfaits dialectophones et vibrants défenseurs de l'Alsace. Les immigrés ne sont pas par nature une menace pour la culture régionale. C'est le système institutionnel qui refuse de la reconnaitre et la misère dans laquelle elle a été plongée qui conduit à son rejet.

Enfin, troisièmement, on ne peut vouloir préserver notre culture régionale tout en rejetant une de ses composantes essentielles : le fameux humanisme rhénan ! Notre identité déjà bien abimée perdrait l'essentiel de sa valeur si nous trahissions l'héritage qu'a incarné Albert Schweitzer en fermant la porte aux malheureux. Après avoir vendu notre personnalité régionale pour un plat de lentilles, nous refuserions de partager celui-ci avec ceux qui n'ont plus rien !

Certes, quand on a dit tout cela, la question des refugiés reste terriblement compliquée. C'est un défi considérable. Mais refusons de l'instrumentaliser pour dédouaner un système institutionnel qui nous prive des moyens d'actions adaptés pour redonner force à notre langue et notre culture. Ce qui menace celles-ci, c'est d'abord ce système et non les réfugiés.

JEAN-MARIE WOEHRLING

SOMMAIRE

Editorial **p. 2**
Colloque : les conditions d'efficacité des politiques linguistiques **p. 3-4**
Signalisation bilingue, une initiative exemplaire **p. 5**
De Pointe-à-Pitre à Mosheim **p. 5**
L'identité régionale vue de Bretagne **p. 6**
Bilinguisme culturel ou bilinguisme fonctionnel ? **p. 6**

Dossier
QUE PEUT NOUS APPRENDRE L'HISTOIRE SUR L'ALSACE **p. 7- 25**

- Conversation avec Bernard Vogler **p. 8-9**
- Un enjeu politique depuis 1870 **p. 10-11**
- De quelques mythes ou simplifications fâcheuses dans l'histoire de l'Alsace **p. 12-13**
- Das Elsasss im Spiegel der Geschichtsschreibung **p. 14**
- Coopération des sociétés d'histoire de part et d'autre du Rhin : un essai à transformer **p. 15-16**
- Faut-il réhabiliter les «Nanziger»? **p. 17-18**
- Die Gesellschaft der Freunde und Förderer der Erwin von Steinbach-Stiftung **p. 19-20**
- Quelques adresses internet **p. 20**
- D'une histoire exclusive à une histoire inclusive! L'histoire nationale **p. 21**
- Hirsebreifahrt: une belle histoire de notre si riche patrimoine historique **p. 22**

CCA : l'Atelier de chansons yiddish **p. 23**
„Lieblingsplätze" in Straßburg und Umgebung **p. 24**
Von Marianne, John Bull, Uncle Sam und dem deutschen Michel… **p. 25-27**
Les impressions d'un lecteur suédois de l'«Histoire de la langue régionale d'Alsace» **p. 27**
Courrier des lecteurs **p. 28**

LAND un Sproch

Les Cahiers du bilinguisme

5 Boulevard de la Victoire 67000 Strasbourg
Tél. : 03 88 36 48 30
www.**culture-bilinguisme.eu**
www.**centre-culturel-alsacien.eu**
email : **elsassbi@gmail.com**

Revue trimestrielle éditée par l'association
Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle - René Schickele-Gesellschaft
Directeur de la publication : Jean-Marie Woehrling
Illustration couverture : «Espace-temps», œuvre de Pierre Zanuttini

Ont participé à ce numéro :
Gabriel Braeuner, Emma Guntz, Robert Greib, Pierre Klein, Michel Krempper, Lars Ollson, Jean Peter, Astrid Ruff, Chantal Uhring, Fränzi Waag, Alfred Wahl, Ernest Winstein, Jean-Marie Woehrling.

Maquette - Mise en page : D. Lutz
N° commission paritaire : **1018 G 79901 • ISSN 0045-3773**
Membre de Flarep, Eblul-France, Rencontres Interrégionales

Tous droits de reproduction réservés

Print Europe Mundolsheim - Dépôt légal : SEPTEMBRE **2016**

Les conditions d'efficacité des politiques linguistiques

L'association Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle René Schickele Gesellschaft a organisé en mars 2016,conjointement avec l'association Eurolinguistic et la fédération Alsace Bilingue, un colloque qui s'est déroulé dans les locaux du Conseil de l'Europe, ayant pour thème « les politiques linguistiques en faveur des langues moins répandues : quelles réussites, quels échecs ? »

«Les politiques linguistiques en faveur des langues moins répandues : quelles réussites, quels échecs?» Un colloque qui s'est tenu en mars dernier au Conseil de l'Europe.

Les expériences présentées durant cette rencontre ont permis de déterminer clairement quelles sont les conditions d'une politique efficace de soutien aux langues minoritaires telles que notre langue en Alsace-Moselle.

1 Une stratégie plurilingue

Aujourd'hui la promotion d'une langue moins répandue ne peut plus être réalisée dans la seule valorisation de cette langue prise en elle-même. Les locuteurs ne veulent plus être enfermés dans une langue unique, quel que soit l'attachement qu'ils lui portent. Il s'agit donc de promouvoir une stratégie plurilingue dans le cadre de laquelle la langue moins répandue est mise en valeur comme composante d'une architecture multilingue.

2. Un fondement institutionnel et juridique

Une politique linguistique ne peut être efficace que si elle donne des droits et institue des pouvoirs :

• **un droit à la langue** : l'attribution aux locuteurs d'un « droit subjectif » à pratiquer et à transmettre cette langue : système éducatif, médias, activités culturelles, affichage, etc.

• **un droit de la langue** : c'est-à-dire un « droit objectif » de valorisation et de protection de la langue comme richesse culturelle commune.

Cette nécessité s'exprime dans la revendication d'un « statut pour les langues régionales ou minoritaires ». Un tel statut fait défaut en France : les langues régionales y dépendent de l'arbitraire ou du bon vouloir des responsables administratifs et politiques.

Ce statut ne peut être efficacement mis en œuvre qu'au niveau territorial où les langues minoritaires sont pratiquées. Ce sont les autorités régionales ou locales correspondant aux territoires de ces langues qui doivent se voir reconnaître les pouvoirs nécessaires pour assurer leur promotion. En France, si la loi reconnaît une responsabilité aux collectivités territoriales pour promouvoir les langues régionales, elle ne leur attribue cependant aucune compétence propre ni guère de moyens à cet effet.

3. Une stratégie d'ensemble de promotion de la langue

La promotion d'une langue moins répandue ne saurait avoir d'effets si elle prend seulement la forme de quelques actions éparses. C'est une politique d'ensemble qui est nécessaire et celle-ci doit s'appuyer sur une véritable stratégie.

Cette stratégie est parfois exprimée comme un processus de « normalisation ». Ce terme exprime à la fois l'idée d'un retour à un usage « normal » et la nécessité de « normes » bien définies dans l'usage de la langue considérée.

Cette normalisation implique l'acceptation d'un « standard ». Or, beaucoup des langues moins répandues sont constituées d'un ensemble de parlers locaux ou dialectes dont les locuteurs ne se reconnaissent pas toujours dans le standard écrit (parfois de création récente), voire le perçoivent négativement. En Alsace, le standard pour la langue régionale est depuis des siècles le Schriftdeutsch.

La stratégie de promotion d'une langue implique aussi un mécanisme d'évaluation permanent et indépendant des résultats obtenus. Ce contrôle est mal accepté comme le montre le refus des collectivités publiques de s'y soumettre.

4. Maitrise et instruments de la transmission

Dans le passé, la transmission de la langue et de la culture se faisait essentiellement dans le groupe familial et dans la communauté locale. Dans les conditions de vie contemporaines, des modes plus institutionnels s'y sont substitués : l'école et les médias.

• L'école :

Le soutien à une langue minoritaire passe nécessairement par l'école. Mais une simple « initiation » ou un mode d'enseignement « extensif » ne permet pas une véritable maitrise de la langue minorisée ni de rétablir une transmission familiale interrompue. Il faut une véritable immersion dans la langue, ce qui implique précocité, continuité et intensité.

Pour que ce modèle puisse fonctionner, c'est le système éducatif dans son ensemble qui doit être adapté. La formation des enseignants doit les préparer à l'enseignement des différentes matières dans la langue régionale avec une complète maitrise de la langue. Ces filières doivent former le nombre nécessaire d'enseignants pour alimenter le système éducatif en langue régionale. Une politique approprié doit garantir l'attrait de ces filières. Tout ceci implique la décentralisation du système éducatif.

L'enseignement d'une langue ne saurait être désincarné : la langue, c'est un ensemble d'évènements qui ont forgé la mémoire collective, les traditions, une culture, des tempéraments, souvent aussi un territoire qu'on apprend à connaître et à protéger, une littérature, des références artistiques, etc. L'enseignement dans la langue régionale doit s'appuyer sur cette culture régionale et transmettre ses valeurs avec la langue. La réalité de la langue régionale doit aussi se traduire dans l'environnement scolaire : affichage, cantine, récréation, médiathèque ou centre de documentation.

Trop fréquemment, l'école est perçue comme un alibi pour les familles. Celles-ci doivent sensibiliser et motiver les enfants à la langue, ainsi que leur donner les occasions les plus fréquentes de pratiquer celle-ci.

• les médias :

Il n'y a pas de politique sérieuse de promotion d'une langue minoritaire sans un appui fort à travers les médias. Un lien étroit unit aussi l'existence de médias locaux en langues régionales et la promotion d'une industrie culturelle dans ces langues : pour avoir des acteurs, des artistes, etc. en langue régionale, ils doivent bénéficier d'un débouché pour leurs productions, que le marché privé ne peut leur fournir de manière suffisante.

Le Conseil de l'Europe a publié un Guide linguistique des bonnes pratiques.

5. Le prestige de la langue

Pour revitaliser une langue, il est nécessaire de renforcer son prestige social. La plupart des langues devenues minoritaires ont connu un problème d'image. De nombreux instruments peuvent être utilisés pour renforcer le prestige social des langues affaiblies :

• l'utilisation symbolique de la langue minoritaire dans un certain nombre de manifestations officielles,

• l'exigence d'une connaissance minimale de la langue locale par les agents publics en fonction dans l'aire territoriale de cette langue ;

• l'encouragement donné à des personnalités en vue (hommes politiques, responsables économiques, artistes, sportifs, et.) d'utiliser la langue minoritaire.

Il est nécessaire de sortir la langue minoritaire de son ghetto de langue rurale, enracinée dans le passé. Il faut qu'elle soit utilisée dans des activités contemporaines, en liaison avec des technologies modernes,

Ces instruments ont aussi comme effet secondaire de créer un « marché » de la formation en matière de pratique de la langue régionale ou minoritaire.

6. Diversifier les fonctions de la langue

Une langue pour survivre et se développer doit avoir une pluralité de fonctions. Les langues moins répandues sont souvent réduites à une ou deux fonctions, à savoir être une composante d'une activité scolaire et un rôle muséographique. Une telle réduction ne peut redonner vitalité à une langue. La langue minorisée doit retrouver une pluralité de fonctions : création culturelle, communication familiale, fonction économique, pratique religieuse, rôle politique ; etc.

7. Langue et identité

La préservation d'une langue est étroitement liée à la sauvegarde de l'identité (culturelle, religieuse, ethnique, nationale) dont elle est une composante. Inversement, l'abandon de la langue est souvent liée à l'affaiblissement ou aux difficultés d'affirmation de l'identité correspondante (c'est le cas au moins en partie pour l'Alsace).

Une politique de promotion linguistique doit donc à la fois s'appuyer sur le sentiment d'identité lié à la langue, mais ne pas se réduire à ce sentiment. De plus, elle doit veiller à définir cette identité comme « ouverte » à tous ceux qui veulent s'y reconnaître. Les langues moins répandues veulent étendre le champ de leurs locuteurs.

Conclusion : L'adhésion et l'engagement des populations concernées

Tous les facteurs susmentionnés restent sans effet décisif si la population n'est pas profondément désireuse de se réapproprier sa langue. Pour revenir à la langue perdue, il faut non seulement une politique systématique mais aussi un véritable « désir » de cette langue, ce qui signifie le passage d'une adhésion passive à un engagement actif.

JEAN-MARIE WOEHRLING

Une initiative exemplaire

Scharrachbergheim adopte des noms de rue bilingues.

Beaucoup de communes alsaciennes ont adopté des plaques bilingues. Mais ces plaques ne font qu'afficher une traduction d'un nom qui reste monolingue. La traduction n'a aucune valeur juridique. La Poste peut par exemple l'ignorer.

Dans le cadre d'un engagement pris dans le cadre de son adhésion à la charte européenne des langues régionales ou minoritaires, la commune de Scharrachbergheim est allée beaucoup plus loin : puisque le Conseil municipal est légalement compétent pour définir le nom des rues de la commune, il a donné un nom bilingue à toutes les rues de la commune. Par exemple : rue principale - Hauptstross. Ainsi, le nom en langue régionale a la même valeur juridique que le nom en langue française. Les deux noms ont la même taille et la même présentation sur les plaques.

Une première en Alsace : le nom en langue régionale a la même valeur juridique que le nom en langue française.

Ce procédé est légal puisque rien n'interdit à une commune de donner à une rue un double nom en français et en langue régionale. L'article 2 de la Constitution selon lequel le français est la langue de la République est respecté car cette disposition n'exclut en aucun cas d'ajouter un nom en français au nom en langue régionale.

Les habitants peuvent quant à eux utiliser soit les deux dénominations, soit une seule d'entre elles selon leur préférence. La commune pourra faire usage de ce double nom dans ses actes publics. La Poste doit acheminer un courrier qu'il comporte les deux noms ou l'un des deux seulement.

Cette initiative a une haute portée symbolique car elle donne une réelle valeur juridique au nom en langue régionale.

D'autres communes ont déjà annoncé qu'elles vont suivre cet exemple. Bravo !

De Pointe-à-Pitre à Mosheim !

Les associations de défense des langues régionales de France vont se retrouver fin octobre au plan national en Guadeloupe pour un bilan et un plan d'action en faveur de ces langues.

Un peu partout, le constat est le même qu'en Alsace et en Moselle : si l'identité régionale transcende les avatars des réformes administratives malheureuses, sa promotion nécessite une politique active qui ne peut exister sans outils juridiques et institutionnels territorialisés. Les langues régionales vont mal ; elles ne peuvent aller mieux que si elles bénéficient d'un statut légal mis en œuvre par des collectivités territoriales investies des pouvoirs nécessaires à cette fin.

La prise de conscience est forte chez nous en Alsace : nous ne pouvons rester indifférents à la suppression de la collectivité territoriale Alsace alors que notre langue péréclite, que de nombreux aspects de notre culture bilingue vont mal et que notre identité est menacée. Nous avons besoin de compétences, d'institutions et de moyens au plan régional pour mettre en œuvre une vraie politique de promotion de notre langue et de notre culture.

Les revendications de divers courants et personnalités pour reconstituer une région Alsace sont donc justifiées. Mais le simple retour à la région Alsace ancienne, même fusionnée avec les départements, ne suffit pas : elle doit acquérir de nouvelles compétences.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas nous satisfaire qu'on quémande auprès des instances centrales ou des candidats au présidentielles : rendez nous notre région, enseignez notre langue, ne cassez pas notre droit local. Nous attendons de nos élus qu'ils prennent directement et personnellement leurs responsabilités :

- que les parlementaires qui regrettent la disparition de la Région Alsace déposent une proposition de loi pour la rétablir et pour lui attribuer les pouvoirs nécessaires pour enseigner efficacement notre langue et former les enseignants nécessaires à cet effet;
- que nos conseillers départementaux utilisent leurs ressources qui restent considérables pour développer des crèches bilingues, diffuser la culture régionale et créer entre les trois départements un syndicat mixte de promotion des caractéristiques communes ;
- que nos responsables de toutes tendances surmontent leurs tactiques électoralistes pour formuler ensemble, comme l'ont fait les élus corses, les termes d'un statut constitutionnel de l'Alsace.

La crise que traverse notre pays se traduit par un raidissement centraliste, mais elle ne pourra se résoudre que dans le cadre d'une « nouvelle donne » qui confiera à ses régions naturelles les moyens institutionnels d'affirmer leur dynamisme et leurs particularités culturelles.

C'est dans cette perspective que notre association apportera sa contribution à la rencontre nationale des langues régionales en Guadeloupe.

L'identité régionale vue de Bretagne

Au mois de novembre 2015, à l'approche des élections régionales, le quotidien Ouest-France *ouvrait une série de dossiers sur les « enjeux des régionales ». Le premier de ces dossiers portait sur l'identité bretonne, et le journal estimait que celle-ci était « l'affaire de tout le monde »* (édition du 24.11.2015).

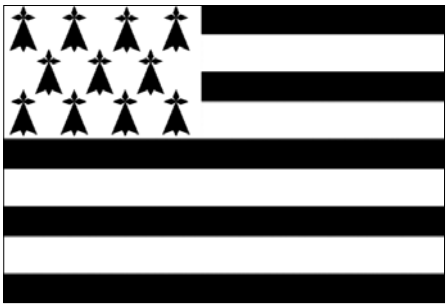
Le dossier comportait des prises de positions de militants culturels et de responsables politiques.

« Ils ont subi. Nous, on se bagarre »

Dans la famille d'Ivan Calwez « *on parle breton et français tout le temps* ». Pour le père de famille enseignant le breton et l'histoire-géographie en collège public, « *est breton celui qui s'intéresse à la région, à sa culture, à son histoire, à son patrimoine, à sa langue.* » Il fait partie de « *ces familles qui ont perpétué le breton, avant même la création de la première école associative Diwan en 1977* ». Il regrette qu'il n'y ait pas de continuité dans l'enseignement du breton après le CM2, et si la demande des parents est forte, on manque d'enseignants. D'hier à aujourd'hui on est passé de la résignation à l'engagement : « *Nos grands-parents et parents ont subi des railleries. Ils ont encaissé. Nous, on s'unit, on se bagarre. On est déterminé On ne lâche rien !* »

« L'identité se forge à partir de valeurs solides »

Historienne et professionnelle de l'audiovisuel, Rozenn Milin, résumant l'avis de témoins et d'acteurs de la vie bretonne, constate qu' « *une identité, ça se forge et ça évolue* », à partir de bases et de valeurs solides : une culture ancienne, l'école, et de la connaissance, la solidarité, le goût de la liberté et de l'aventure ainsi que celui d'entreprendre individuellement et collectivement. Se revendiquer Breton est aussi



une façon de trouver sa place dans le monde, sans s'y perdre. Si l'idée bretonne est de mieux en mieux acceptée et de plus en plus revendiquée, « *dans le même temps, la réalité de cette identité, et en particulier de la langue, fond à grande vitesse.* » Elle en appelle aux politiques et leur demande de développer l'enseignement du breton « *dès le plus jeune âge* ».

Une (presque) quasi unanimité des politiques

À l'exception de *Lutte ouvrière* et de l'*Union populaire pour la démocratie*, les responsables politiques apprécient positivement l'identité bretonne. Pour le représentant du *Front National*, la menace pour l'identité bretonne résulte de la mondialisation, et de l'immigration. Pour la préserver « *il faut un État français protecteur* ».

Pour le représentant de *Debout la France*, Jean-Jacques Foucher, « *l'identité bretonne a apporté beaucoup à la France qui se doit de la respecter et de la protéger* ».

Pour les représentants des partis dominants, l'identité bretonne est une force : Pour le socialiste Jean-Yves Le Drian, l'identité bretonne doit être « *ouverte* ». Elle est alors « *un atout pour nos créations culturelles et notre attractivité économique* ». Pour Marc Le Fur, droite et centre, elle est « *une arme dans l'internationalisation* ». *Les Verts* demandent « *une application pleine et entière de la Charte* » des langues régionales et propose, entre autre, une chaîne bilingue et un second lycée Diwan. Le *Front de gauche*, veut développer « *l'enseignement public du breton et du gallo* ».

Les régionalistes ou indépendantistes expriment évidemment une adhésion sans faille à l'identité bretonne. Christian Troadec, régionaliste souhaite la Bretagne à cinq départements, avec la Loire Atlantique. .Pour le courant *Notre chance* : l'indépendance, l'enseignement scolaire de l'histoire de la Bretagne doit être obligatoire. La création, d'un grand média audiovisuel est revendiquée. Pour Gaël Roblin, *Liste Bretagne en luttes*, « *Les traits culturels, linguistique, une histoire différente, un territoire identifié démontrent l'existence du peuple breton* ».

ERNEST WINSTEIN

Bilinguisme culturel ou bilinguisme fonctionnel ?

La langue française a une histoire dont témoigne la présence de très nombreuses lettres muettes en français et d'innombrables expressions faisant partie de la façon d'écrire et de parler dans les sphères du monde francophone. Ainsi le fait d'écrire le mot « alor » sans - s (sous une forme strictement phonétique) serait choquant pour la majorité des Français. De même, exclure un certain nombre d'expressions telles que « se mettre sur son trente et un » ou « une vérité de La Palice », expressions datant du XVe siècle, serait à considérer, à juste titre, comme impensable pour la richesse culturelle de la langue française.

De la même manière notre langue régionale ne peut pas non plus être dissociée de son histoire et de sa culture. L'apprentissage de l'allemand standard, notamment écrit, constitue un support indispensable à la bonne compréhension de notre langue dialectale.

Il est regrettable que des expressions telles que « S'Elsass » qui apparaît sur certains supports médiatiques ne respecte pas les règles élémentaires de grammaire et d'orthographe de la langue allemande, l'apostrophe y étant utilisée « à la française » et non, comme il se doit, en tant qu'élément remplaçant des lettres contractées ou disparues, à savoir « Das Elsass » contracté en « 's Elsass ».

Il donc primordial de favoriser un bilinguisme culturel plutôt qu'un bilinguisme fonctionnel. Le bilinguisme fonctionnel se contente d'une simple technique de traduction de la langue dite dominante vers la langue dite seconde et conforte improprement l'idée que l'allemand standard est une langue étrangère en Alsace. Un bilinguisme culturel vise avant tout une parité de compétence et une non hiérarchisation des langues. **JEAN PETER**

Que peut nous apprendre l'histoire sur l'Alsace ?

Si l'histoire est, comme tout autre domaine de connaissance, objet d'une méthode scientifique, de compétences professionnelles, d'une démarche éthique de vérité, elle est nécessairement aussi marquée par la subjectivité : nous nous intéressons au passé depuis le présent et donc nécessairement avec nos préoccupations, nos mentalités notre savoir d'aujourd'hui. Notre interrogation du passé concerne des questions du présent. Dans un passé pas trop lointain, des histoires concurrentes de l'Alsace servaient à démontrer que son destin était nécessairement soit français, soit allemand en gommant tout ce qui pouvait contrarier l'une ou l'autre de ces visions. Imitant cette démarche, mais le retournant au bénéfice d'une conviction régionaliste, d'autres histoires de l'Alsace ont eu comme objectif de démontrer l'ancienneté de l'identité alsacienne et la légitimité d'un sentiment national alsacien, quitte à découvrir celui-ci dans un lointain passé. À l'inverse, certains historiens veulent démontrer que l'Alsace n'a acquis une existence que par des annexions successives et qu'au fond elle ne serait qu'un espace géographique dénué d'une nature propre. D'autres encore ont cherché dans l'histoire de l'Alsace, à l'instar de l'Histoire Sainte, des références morales et des personnages exemplaires destinés à édifier la jeunesse. Pour beaucoup, le récit d'une histoire régionale commune doit aujourd'hui avant tout susciter le sentiment d'appartenance, le sens de solidarité et l'esprit du vivre ensemble. Quant à nous, convaincus de ce que l'Alsace se caractérise par la dualité des langues et cultures, par la rencontre des esprits français et allemand, nous nous plaisons à trouver dans son histoire les témoignages de cette double nature et la preuve que l'Alsace a été la plus heureuse et la plus productive lorsqu'elle a su combiner librement et efficacement ces influences à la fois romanes et germaniques, qu'il ne faut pas identifier aux deux nations actuelles mais concevoir comme deux dimensions de la culture européenne. L'histoire est ainsi en Alsace « surinvestie » de significations et de finalités. On pourrait en conséquence s'attendre à nombre de débats, à un Historikerstreit *permanent. Ce n'est pourtant pas le cas. Nous espérons inciter par ce dossier à une discussion franche et fructueuse.*

Quelle histoire pour quel territoire ?

Professeur Bernard Vogler.

Conversation avec Bernard Vogler

Le professeur d'université émérite Bernard Vogler est un des auteurs les plus prolixes en matière d'histoire de l'Alsace. Bien qu'il ait initialement développé une spécialité dans le protestantisme du XVIIIe siècle, il a pris une place significative dans l'étude de l'histoire de l'Alsace, notamment dans celle du XXe siècle, délaissée par beaucoup d'historiens « professionnels ». Il aime aussi rappeler ses origines du Hanauer Land et sa filiation protestante. Il a longtemps été président de l'Association des amis du Vieux Strasbourg et président de l'Université du temps libre à Strasbourg.

Bernard Vogler, on dit souvent que l'histoire de l'Alsace est une matière délicate. Qu'en pensez-vous ?

Certaines périodes de l'histoire étaient considérées, il n'y a encore pas trop longtemps, comme trop problématiques. Lorsque j'ai pris la direction de l'Institut de l'histoire de l'Alsace (que j'ai occupée durant 27 ans), mon prédécesseur Philippe Dollinger m'a vivement conseillé de me concentrer sur l'histoire de l'Alsace d'avant 1870. Effectivement, un grand nombre d'historiens de l'Alsace, au demeurant de grande qualité, s'en sont tenu à cette règle de prudence. Je me suis résolu, quant à moi, de ne pas suivre cette ligne, et finalement, je ne m'en suis pas mal porté. Encore aujourd'hui, les publications historiques restent marquées par le goût d'un certain « conformisme ». On préfère l'histoire ancienne à l'histoire des 150 dernières années. On aime bien les détails historiques. Il faut dire que les synthèses sont plus délicates. Les controverses et débats restent à l'extérieur des milieux historiques « officiels ». Beaucoup de travaux se perdent dans les détails et évitent d'aborder les discussions historiques essentielles relatives à l'Alsace.

Existe-t-il une histoire objective ?

L'histoire telle qu'elle est écrite est toujours celle des vainqueurs. Ce sont ces derniers qui déterminent le contenu de la plupart des documents historiographiques passés à la postérité. Il faut des efforts pour retrouver l'opinion de ceux qui étaient loin du pouvoir et de la richesse ou de ceux qui étaient « du mauvais coté ». L'histoire de l'Alsace illustre bien cette complexité.

Les Alsaciens connaissent mal leur histoire ?

Ils la connaissent trop mal mais mieux que les habitants d'autres régions. On relève un désir de connaitre l'histoire somme toute remarquable dans notre région : il existe plus d'une centaine de sociétés d'histoire regroupées dans une fédération bien organisée avec des publications de valeur (www.alsace-histoire.org) : la Revue d'Alsace, le plus anciens périodique d'histoire de l'Alsace fondée en 1834, le Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (NDBA), œuvre monumentale qui présente la vie de toutes les personnalités qui ont marqué l'histoire de l'Alsace, désormais complété par des notices biographiques en ligne, le Dictionnaire Historique des Institutions de l'Alsace, un programme ambitieux de numérisation des publications des sociétés savantes d'Alsace, etc. Je voudrai saluer le travail de François Igersheim dans ce domaine. Peu de régions peuvent se prévaloir de tant d'instruments de connaissance de leur histoire ! L'Alsace est une des régions les plus riches de France au plan de l'histoire et de la culture, avec un public nombreux et soucieux de culture. La question linguistique est un très fort stimulant à cet égard.

Mais tous ces outils et commentaires sont-ils connus et utilisés par les habitants de l'Alsace ?

Il faut en effet rendre cette information accessible au grand nombre et avant tout aux jeunes. Je voudrai signaler le travail exemplaire réalisé au début de l'année 1990 dans le cadre du CRDP et avec le soutien des collectivités locales, la réalisation d'un manuel d'histoire de l'Alsace (*L'Alsace Une Histoire*, Oberlin 1990), conçu pour le travail des élèves des cours moyen et des collèges, mais aussi pour une lecture par un large public. On m'avait demandé d'assurer la conception de cet ouvrage auquel ont participé de nombreux autres historiens. Il y a eu environ 60 000 exemplaires tirés en plusieurs éditons. Malheureusement cet ouvrage est resté un peu enfermé dans les CDI. On l'a même retrouvé chez les bouquinistes ! On peut se demander si ce projet pourrait encore être réalisé aujourd'hui…On doit s'inquiéter aussi pour l'accès aux sources avec de nouvelles générations qui ne maitrisent plus guère l'allemand.

> **« L'histoire telle qu'elle est écrite est toujours celle des vainqueurs. »**

> **L'Alsace est une des régions les plus riches de France au plan de l'histoire et de la culture.**

Quel est le rôle de l'histoire aujourd'hui ?

Il s'agit avant tout de dégager un fil historique qui permet de comprendre sa région, d'être sensible aux liens qui l'unissent à ses voisins et font prendre conscience de son insertion dans la dimension plus vaste de l'Europe. Les programmes officiels ne mettent guère l'accent sur cette dimension mais beaucoup d'enseignants d'histoire dans notre région y sont sensibles et se montrent motivés. L'histoire régionale doit permettre aux habitants de la région d'avoir un sentiment positif à l'égard de celle-ci.

Depuis quand existe-t-il une « conscience alsacienne » ?

On peut pour le moins la faire remonter à la Décapole créée dès 1348, qui a été au XVIe siècle véritablement une institution fédérative au service des intérêts d'une part significative de la population alsacienne. Au XVIIIe siècle, la monarchie a tout fait pour étouffer cette institution. Bien qu'affaiblie, elle s'est encore affirmée à la veille de la révolution : les dix villes ont tenu à rédiger leurs cahiers de doléance pour affirmer leur spécificité et celle de l'Alsace.

La volonté de minorer la différence alsacienne s'est manifesté très tôt : à l'époque de Louis XV, Schoepflin avait été promu historiographe du Roi. Il avait rédigé une *Alsatia illustrata* dans laquelle la cathédrale est expédiée en une dizaine de lignes. Le gothique était mal perçu comme un style allemand alors qu'on voulait valoriser les influences françaises. Et ce dès 1750 ! La France est présentée comme la source de la vraie culture. Dès cette époque aussi, les classes aisées veulent s'intégrer à cette culture. Bien qu'à cette époque, les relations restent nombreuses avec la rive droite du Rhin, les jeunes nobles préfèrent pour des raisons de carrière faire leur formation comme cadets dans l'armée royale plutôt que de se mettre au service de petites principautés allemandes.

On dit souvent que c'est la Révolution et l'Empire qui ont définitivement fait des Alsaciens des Français. Dans un certain sens, c'est exact, mais quant on sait quelle a été la saignée démographique de ces 25 années, et quand on se rappelle les traumatismes laissés et par la persécution religieuse et la conscription, on peut douter que l'enthousiasme révolutionnaire et impérial ait été général. D'ailleurs, en 1815 beaucoup d'Alsaciens sont restés sur la rive droite du Rhin ou ils s'étaient réfugiés durant la tourmente révolutionnaire…

Mais en 1815, il n'y a pas eu de remise en cause de l'appartenance de l'Alsace à la France lors du traité de Vienne ?

Ce petit peuple voulait surtout retrouver la paix. Les revendications sociales et nationales se sont développées sur la rive droite du Rhin. À l'époque, il n'y avait pas de revendication nationale en Alsace. Comme un siècle plus tard, les Alsaciens étaient surtout anxieux d'éviter un conflit franco-allemand qui a paru menaçant dès 1840. Certes, une certaine conscience régionale s'est manifestée dans la première moitié du XIXe dans le cadre du romantisme. Mais celle-ci s'est affirmée essentiellement dans le domaine linguistique et culturel.

Finalement, l'intégration dans le Reich wilhelminien a été très favorable à cette prise de conscience régionale ?

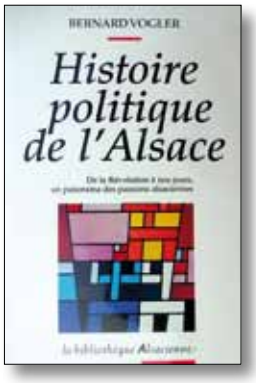
Les Alsaciens ont pu combiner à l'époque du Reichsland un grand esprit critique à l'égard de l'Empire avec un bénéfice important d'institutions locales qui ont mis en valeur les traditions régionales Ils ont aussi bien, profité de la richesse économique allemande. Comparez l'évolution des deux villes de Strasbourg et de Nancy entre 1870 et 1915 : sur le plan urbanistique, c'et le jour et la nuit ! Aujourd'hui, nombre d'historiographes sont d'accord pour penser que, si la guerre de 1914 avait eu lieu une dizaine d'années plus tard, les choses auraient été très différentes. Le retour à la France n'aurait pas joué le même rôle.

FRANÇOIS ROTH
Une disparition irréparable

L'historien François Roth est décédé le 5 mai 2016 à Nancy, à 80 ans, après avoir été renversé par un chauffard qui a brûlé un feu rouge. Les participants au colloque sur la constitution de 1911, à Strasbourg en 2011, se souviennent de cet historien qui était venu apporter un éclairage sur la partie lorraine du Reichsland. Il en était le plus grand, et peut-être le seul spécialiste depuis qu'il avait soutenu sa thèse « *La présidence de Lorraine dans l'empire allemand* » en 1973, deux fois éditée depuis sous le titre « *La Lorraine annexée* ». Ce travail énorme, d'histoire politique, économique, culturelle et sociale sur la période 1871-1918 n'a à ce jour pas eu d'équivalent en Alsace.

François Roth, de père mosellan germanophone et de mère berrichonne, était un grand spécialiste de l'Europe contemporaine et notamment des relations franco-allemandes, dont il aimait analyser les retombées à l'échelle régionale de la Lorraine. Sa « guerre de 1870 », sa biographie de Robert Schuman (2008) sont également des ouvrages remarquables parmi d'autres, et cette disparition va affecter les historiens mosellans de la période qui recherchaient ses conseils. Sa biographie de Maurice Barrès reste inachevée. Nous adressons toutes nos condoléances à sa famille.

FRÄNZI WAAG



Un enjeu politique depuis 1870

Si, pour le président de la République, « l'Alsace n'existe plus », il est au moins une chose qui va rester : c'est l'Histoire de l'Alsace. Elle est probablement de toutes les régions françaises celle qui a fait couler le plus d'encre d'historiens. On n'arrive pas à dénombrer les histoires d'Alsace déjà parues.

Cette profusion est d'ailleurs le signe de l'existence du peuple alsacien – décidément – ainsi, comme il n'y a pas de peuple sans histoire, il n'y a pas d'histoire sans peuple[1]. Les Bretons et les Occitans, suivis des Corses, viennent après les Alsaciens pour le nombre des histoires micro-nationales publiées dans l'Hexagone.

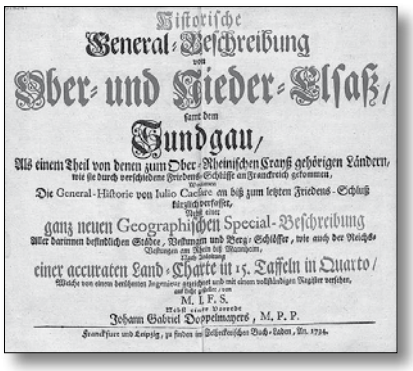
Ancien régime : premiers pas d'une historiographie savante

Avant même l'apparition de l'histoire de l'Alsace, au XVIe siècle, la première histoire des Allemands est publiée à l'intention de l'empereur Charles Quint par l'humaniste alsacien Jakob Wimpfeling.

Au début du XVIIIe siècle le bénédictin de Senones Don Calmet publie la première histoire de la Lorraine. C'est une époque de grande curiosité intellectuelle

Elsäßische Schaubühne
oder
historische Beschreibung
der
Landgrafschaft Elsaß
in welcher
nicht nur alle Geschichten, Kriege, Regier- und Veränderungen derselben, so sich vom Jahr 110 vor der Geburt Christi, bis auf diese Zeit darinnen ereignet, der Ordnung nach ausführlich beschrieben; sondern auch nebst richtiger Zeitrechnung die Stammregister der Könige von Frankreich und Austrasien, wie auch der Herzogen und Landgrafen, nebst einem Anhang des sowohl älteren, als neueren, erloschenen, und noch blühenden Adels gedachter Provinz zu finden.
Alles
aus den so alt- als neueren Geschichtschreibern und Geographen treulich zusammen getragen, in einen kurz und deutlichen Vortrag verfasset, und mit Anmerkungen wohl versehen
durch
Fr. Ignatius Woog
d.Z. der freyen Künsten und studierenden Jugend zu Sulz Lehrer.
Mit Obrigkeitlicher Erlaubniß.
Strasburg
gedruckt bey Johann Heinrich Heitz, Universitäts-Buchdr.

Historische Beschreibung der Landgraffschaft Elsass durch Friedrich Ignatius Woog, 1784.


Historische
General-Beschreibung
von
Ober- und Nieder-Elsaß,
samt dem
Sundgau,
Als einem Theil von denen zum Ober-Rheinischen Craiß gehörigen Ländern,
wie sie durch verschiedene Friedens-Schlüsse an Frankreich gekommen,
zugleich
Die General-Historie von Julio Cæsare an biß zum letzten Friedens-Schluß
kürtzlich verfasset,
Nebst einer
ganz neuen Geographischen Special-Beschreibung
Aller darinnen befindlichen Städte, Westungen und Berg-Schlösser, wie auch der Reichs-Vorlungen am Rhein biß Mannheim,
Und zuletzt
einer accuraten Land-Charte in 15. Tafeln in Quarto,
Welche von einem berühmten Ingenieur entworffen und mit einem vollständigen Register versehen,
und nun gedruckt, von
M. I. F. S.
nach dessen Tode
Johann Gabriel Doppelmayers, M. P. P.
Frankfurt und Leipzig, zu finden im Felßeckischen Buch-Laden, Anno 1734.

Historische General-Beschreibung von Ober- und Nieder-Elsass von Johann Gabriel Doppelmayers, 1734.

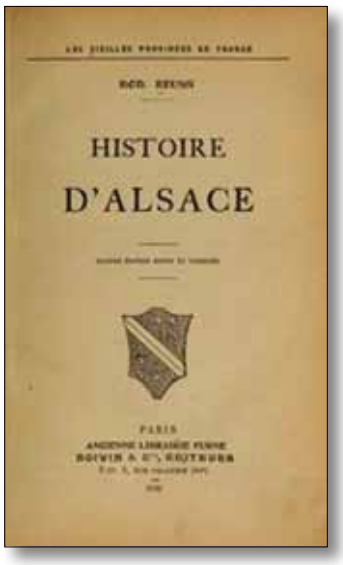
dans tous les domaines. Aussi, l'histoire de l'Alsace «savante» prend son essor la même année que *l'Encyclopédie* en 1751, avec la parution l'*Alsatia Illustrata* du protestant Daniel Schœpflin. Cet érudit bilingue, formé à la prestigieuse université de Strasbourg est le correspondant des philosophes français et des princes allemands. Si elle est écrite en latin, c'est pour gagner le maximum de lecteurs, y compris français, à une époque où il y a très peu d'Alsaciens bilingues. Elle connaît des rééditions traduites en allemand et en français jusque vers 1850.

Dans les années 1780 un autre historien écrit en français, l'abbé Grandidier. Au début du XIXe siècle, Johann Friedrich Aufschlager publie une *Historische Beschreibung des Elsass*[2]. Dans les années 1830 est fondée la *Revue d'Alsace*, encore aujourd'hui la plus vieille revue historique de France.

Fin XIXe et début XXe siècles : le poids des antagonismes nationaux

En 1871 beaucoup d'historiens de l'Alsace émigrent vers la France et ceux qui restent sont souvent francophiles, comme Rodolphe Reuss, le conservateur de la bibliothèque municipale de Strassburg[3]. Les intellectuels alsaciens, tous bilingues au XIXe siècle, écrivent dans les deux langues mais ont le cœur français à l'instar de la classe bourgeoise à laquelle ils appartiennent.

Après 1900 apparaît une génération d'historiens autochtones formés dans le système allemand. Fritz Kiener est l'un d'entre eux. Il a étudié en Allemagne mais aussi à Paris pour parfaire son bilinguisme, condition essentielle pour ce métier. En 1912 il devient professeur à l'université de Strassburg et il y est chargé



Rodolph Reuss, Histoire d'Alsace, 1912.

du premier cours d'histoire d'Alsace. On est dans le contexte du renouveau culturel alsacien avec le théâtre, le musée alsacien, etc. Même si bon nombre de professeurs vieux-allemands de cette université ne sont pas favorables au développement de l'histoire régionale[4]. En Allemagne, le corps professoral est en majorité de tendance nationale-libérale et l'histoire nationale allemande a le vent en poupe depuis longtemps. Cependant hors de l'université les archivistes et bibliothécaires immigrés fournissent un travail énorme, notamment sur le Moyen Âge et la Renaissance, qui reste inachevé

en raison de l'expulsion d'une bonne partie d'entre eux en 1918-1919[5].

L'institut alsacien-lorrain de Francfort va les accueillir et des publications

L'histoire de l'Alsace en 20 leçons" de laurent Waechter et Léopold Boucot, préface de Christian Pfister,1920.

remarquables, comme l'atlas de Wolfram et Gley, sortiront encore dans les années trente.

En 1919, le «revenant» Christian Pfister[6] est nommé à la chaire d'histoire d'Alsace qui est fondée par l'université française de Strasbourg avec l'aval du recteur Charléty. Comme le dit un manuel français de l'époque, avant 1914 déjà, « *l'histoire régionale sert à faire aimer la France* ». On a compris l'orientation de la nouvelle histoire d'Alsace. En 1927 Fritz Kiener, régionaliste modéré, remplace le jacobin Pfister à la chaire d'histoire d'Alsace, celui-ci étant nommé recteur. Lucien Febvre, qui fonde les *Annales* à Strasbourg, a écrit sur l'histoire du Rhin. Mais les autres professeurs venus de France s'y intéressent peu. Ce sont les autonomistes alsaciens qui produisent encore le plus d'histoire d'Alsace durant la période entre deux guerres, comme dans l'ouvrage *Das Elsass* de la puissante maison catholique Alsatia. En 1940 la chaire d'histoire d'Alsace est fermée par les nazis.

Après la Seconde guerre mondiale : lente et difficile sortie des tabous

Après 1945, la francophilie, voire le militantisme jacobin vont régner dans l'histoire d'Alsace universitaire, pour ainsi dire jusqu'aujourd'hui, à quelques rares exceptions. Et beaucoup plus que dans d'autres universités, occitanes, bretonnes ou corse par exemple. Il faudra attendre les années 2000 pour que l'on aborde enfin les sujets tabous : les soldats alsaciens-lorrains de l'armée du Kaiser, la vie des civils alsaciens-lorrains dans les zones «libérées» par les Français, l'histoire de l'autonomisme, l'épuration en 1945, et même la terreur jacobine en Alsace en 1794, ou les massacres commis par les armées de Louis XIV lors de la mise au pas de l'Alsace comme à Turckheim en 1675.

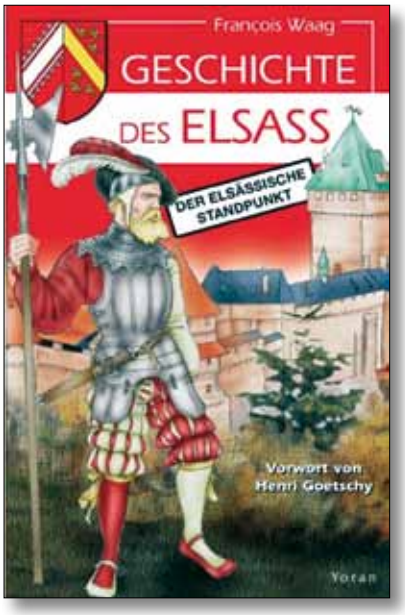
Encore, les universitaires ne sont pas les premiers à aborder ces questions. Bernard Vogler, le titulaire de la chaire, a parfois été mal vu par ses collègues les plus jacobins de l'université, y compris à une époque récente. Les historiens non universitaires, souvent membres ou sympathisants de partis régionalistes comme Bernard Wittmann ou Michel Krempper servent donc à défricher les terrains tabous. Cependant, l'exemple du Mémorial d'Alsace-Moselle de Schirmeck, pensé en 1999 par le ministre Jean-Pierre Masseret et ouvert en 2005 grâce à Alfred Wahl, montre que l'histoire national-française de l'Alsace n'a pas désarmé. Celle-ci peut également

Une histoire de l'Alsace destiné à un lectorat français par'un universitaire politologue alsacien : F. G. Dreyfus 1977

compter sur la principale maison d'édition d'Alsace, *La Nuée Bleue*, qui s'est quasiment spécialisée dans les récits sur la Seconde guerre mondiale, sans parler des sujets tabous, qu'elle préfère laisser à des maisons d'édition plus petites ou même bretonnes[7].

L'Alsace reste une terre très chargée d'histoire par le nombre de sociétés d'histoire, le nombre d'alsatiques publiés et vendus, et aussi quelques réalisations qu'on ne trouve pas ailleurs, comme l'*Encyclopédie d'Alsace* et le *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*.

FRÄNZI WAAG



Franz Waag hat eine deutsche Fassung seiner ursprünglich in Französisch veröffentlichte „Geschichte des Elsass aus der elsässischen Sicht" bei einem bretonischen Verlag herausgegeben. Ein wenig frech und hemmungslos zielt dieses Buch ihre eigene Geschichte den Elsässern und ihren badischen und schweizerischen Nachbarn bekannt zu machen.

1. Dans le dernier numéro de *Land un Sproch,* J.P. Sorg faisait une remarque analogue : « où il y a une littérature, il y a une nation. Elle présente nombre de propriétés qui fondent une nation, dont l'existence d'une littérature(…) ». Donc idem pour l'Histoire.
2. C'est un style de recueil qui connaît des antécédents : Elsässische Schaubünhne oder historische Beschreibung der Landgraffschaft Elsass von Fr. Igntius Woog – 1784 ; Historische General-Beschreibung von Oberund Nieder-Elsass samt dem Sundgau von Johann Gabriel Doppelmayr – 1734, accessible sur google book.
3. Ses trois fils seront poilus et tués au front entre 14 et 18.
4. C'était par exemple le cas de Harry Bresslau, si on en croit sa courte notice biographique dans le N.D.B.A.
5. Comme Clauss, l'archiviste de Schlettstadt, dont le Topographisches Wörterbuch s'arrête à Schlierbach.
6. Comme Jean Macé, le fondateur de la ligue de l'enseignement, Pfister était né à Beblenheim avant 1870.
7. A ces sujets, voir mon livre « *Main basse sur notre histoire* » aux éditions du Bastberg, Haguenau 2010.

De quelques mythes ou simplifications fâcheuses dans l'histoire de l'Alsace

Alfred Wahl, professeur d'histoire émérite des universités, a publié en 2015, une « Nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine », un petit livre qui propose un réexamen critique de quelques questions emblématiques de l'histoire de l'Alsace. Dans cet esprit, il livre à notre revue ses analyses sur des mythes ou du moins des inexactitudes qui ponctuent bien des aspects de l'analyse historique en Alsace.

Je livre cette petite contribution en souvenir de mon ancien collègue Charles Stauffer, militant du bilinguisme et humaniste. Il avait souhaité me voir entreprendre une biographie de Rudolf Schwander. Il faisait confiance à ma façon d'aborder l'histoire de l'Alsace entre France et Allemagne.

Parmi ceux qui publient sur l'histoire régionale et indistinctement désignés comme des historiens, on sait que certains sont des historiens institutionnels dont c'est le métier ou des historiens de même formation et qui pratiquent la discipline conformément à des techniques et des règles précises. Les autres, parfois dotés d'une formation de base et mus par des motivations autres ne sont pas tenus de respecter les règles suivies par les premiers qui travaillent sous le contrôle de leurs pairs. Leurs publications, bien que s'appuyant sur des recherches classiques, reflètent souvent leur conception du monde, leur engagement politique ou confessionnel. Certains vont plus loin et se livrent à de véritables réquisitoires contre des régimes, des politiques ou des acteurs. L'écriture de l'histoire s'apparente alors à l'action militante.

Voici quelques exemples :

Les Alsaciens et l'annexion de 1871

Selon des écrits marqués par leur francophilie, les Alsaciens auraient, par leurs votes, signifié unanimement leur opposition à cette annexion, lors du scrutin de février 1871, puis à l'Assemblée nationale de Bordeaux. Ils auraient ensuite réitéré leur protestation lors du scrutin pour le *Reichstag* en 1874. Pour ces auteurs, les Alsaciens voulaient demeurer français. Soulignons d'abord que les deux protestations de février-mars 1871 visaient l'Assemblée française conservatrice qui avait décidé de renoncer à l'Alsace.

Alfred Wahl, professeur d'histoire émérite des universités.

En se reportant aux travaux de l'historien institutionnel François Igersheim, on s'aperçoit que dès février 1871 des notables de Strasbourg et de Colmar ont pris contact avec le gouvernement allemand au nom de considérations matérielles, reconnaissant ainsi implicitement le fait accompli. Par réalisme également, le député républicain et protestataire Hartmann a vite accepté la réalité nouvelle. D'ailleurs des voix catholiques s'étaient opposées aux jeunes haut-rhinois tentés de rejoindre les armées républicaines de Gambetta.

Lors des élections de 1874 seuls les Libéraux ont mené une campagne protestataire. Les catholiques, larges vainqueurs, avaient en réalité eu pour principal mot d'ordre la lutte contre le *Kulturkampf*. Et Edouard Teutsch lui-même devait son élection aux catholiques ; les protestants ayant choisi plutôt le candidat rallié. Enfin, on sait que l'évêque de Strasbourg s'est empressé de reconnaître l'annexion dès la réunion du *Reichstag*. Il convient donc de nuancer la question de la protestation.

L'option de nationalité de 1871-1872

Sur cette question, les notes fantaisistes abondent : fruit de l'ignorance ou parti pris ? Dans les deux cas, il s'agit de diaboliser Bismarck. Ainsi R. Heitz a parlé de clauses inhumaines alors que Bismarck n'a fait qu'entériner celles contenues dans tous les traités du XIXe siècle impliquant cession de territoire. Paul Arnold a évoqué la perte des biens pour les optants ayant émigré. De même, Médard a insisté sur l'abandon de « leur avoir ». Ils ont oublié de lire l'article 2 du traité de Francfort qui spécifie le contraire. Et ce n'est qu'un aperçu du mépris à l'égard des faits afin d'alimenter la germanophobie.

La méconnaissance du sujet est telle que beaucoup d'auteurs ignorent la différence entre l'option et l'émigration et livrent des indications chiffrées fantaisistes. L'on pourra se reporter a mon livre paru en 1974 ou au petit résumé figurant dans *La nouvelle histoire de*

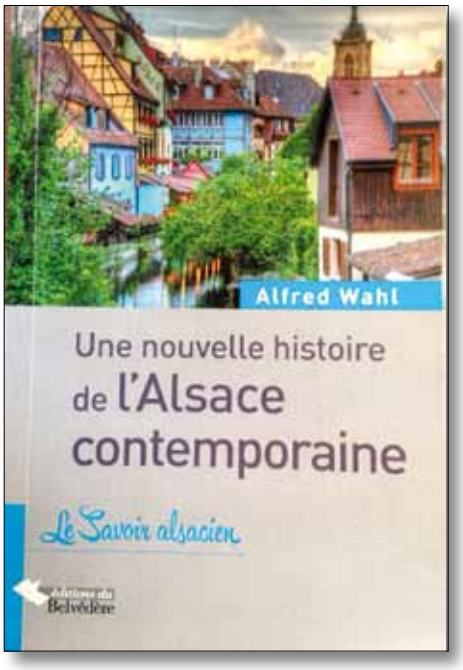
TRAITÉ DE FRANCFORT
10 mai 1871

ART. 2. : **Les sujets français, originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ce territoire, qui entendront conserver la nationalité française, jouiront, jusqu'au 1er octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue.**
Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.
Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché, dans sa personne ou dans ses biens, à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

l'Alsace contemporaine (2015). Preuve que les travaux universitaires ne sont pas lus par cette catégorie d'historiens : des parutions d'après 1974 reproduisent encore les erreurs les plus grossières d'avant cette date.

La transition 1917-1919

L'histoire de cette courte période se caractérise aussi par la rareté des travaux scientifiques et par la multiplicité des autres écrits. Quelques-uns mettent l'accent sur le fameux « éblouissement tricolore » qui, selon eux, attesterait de la joie de retrouver la France, ce qui est, à l'évidence, une explication insuffisante. D'autres, plus nombreux, cèdent à une mode qui consiste à faire le procès de l'action de l'administration française pour intégrer l'Alsace dans le nouvel État et



«Une nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine», un réexamen critique de quelques questions emblématiques de l'histoire de l'Alsace.

sans tenir compte de toutes les données complexes qui sont entrées en jeu comme dans les autres territoires européens ayant aussi changé de nationalité.

Citons seulement une publication récente sur l'histoire de l'autonomisme dont le fond et le ton en font un réquisitoire très radical contre la France et aussi contre les acteurs alsaciens francophiles tel celui qualifié de « sinistre » abbé Wetterlé parce qu'il a conduit des actions contraires aux convictions de l'auteur. L'historien peut le qualifier d'homme de conviction, de réaliste, d'opportuniste ou de versatile ou encore écrire qu'il a desservi telle ou telle cause mais doit s'arrêter là. Les commissions de triage seraient le fait de racistes français. Avec le recours à une telle épithète et à de telles accusations, le souci historique est loin et la polémique politique à outrance est tout.

En procédant de manière conforme aux règles de l'écriture historique, Ch. Baechler et F. Uberfill ont présenté un tableau moins unilatéral en mettant l'ensemble des problèmes en relation avec les contentieux résultant de la guerre et l'état des esprits qui animait la population locale opprimée par les militaires allemands durant quatre ans et les convictions a priori des arrivants français.

Baechler a émis l'hypothèse que les désordres à Strasbourg suscités par des justiciers improvisés locaux cherchant souvent à s'emparer des commerces ou des biens allemands ont été pour quelque chose dans la mise en œuvre par le pouvoir français du triage de la population : un moyen d'arrêter la justice privée et les délations ? La population a vite fait d'accuser l'administration nouvelle d'incurie voyant qu'elle n'arrivait pas sur le champ à se substituer à l'ancienne sur le départ. Il ne suffit pas de marteler le constat négatif au vu des réactions locales ; l'historien se doit aussi d'analyser l'énorme difficulté de la tâche.

Les conflits confessionnels

Le gouvernement Herriot aurait mené une guerre de 1924 à 1925 afin d'imposer l'école laïque en Alsace. Toute l'Alsace unie, mythe récurrent, se serait soulevée contre Paris. Les auteurs ont insisté sur la solidarité des protestants avec les catholiques. Ainsi, Médard cite la lettre de protestation des dirigeants des deux Églises protestantes, mais la première partie seulement. Tous les autres auteurs, le plus souvent des militants, évoquent 50 000 manifestants à Strasbourg en juillet 1924. Et on ne mentionne pas l'abandon par Herriot du projet dès janvier 1925.

La mobilisation catholique a repris lorsque des conseils municipaux ont poursuivi pour des motifs pratiques et matériels la mise en place de l'école interconfessionnelle. Les organisateurs de la grève scolaire de mars 1925 ont encore affirmé la participation des protestants ce qui a été repris sans vérification. De même le bilan triomphal publié dans la presse catholique est repris tel quel.

L'historien qui se tourne vers les autres sources disponibles s'aperçoit que Médard et d'autres ont publié seulement le début de la lettre des protestants ; or, dans la suite de la lettre, ceux-ci souhaitaient un débat avec le pouvoir et qu'à l'inverse des catholiques, ils ne déniaient pas à l'État le pouvoir de décider de la nature de l'école. Quant aux 50 000 manifestants de juillet 1924, la police en a compté seulement 15 000. On connaît depuis, les batailles de chiffres lors de manifestations. Comme bilan de la grève scolaire, l'enquête administrative révèle des chiffres inférieurs à ceux, très exagérés, fournis par les organisateurs ainsi que l'absence de grève dans les communes protestantes.

Ainsi, le lecteur sans parti pris, soucieux seulement de savoir et celui qui veut conforter son engagement politique actuel choisiront chacun leurs auteurs. Il y en a pour tout le monde.

ALFRED WAHL

Das Elsasss im Spiegel der Geschichtsschreibung

Wir möchten hier auf einige der wichtigsten Darstellungen der Geschichte des Elsass seit dem 19. Jahrhundert hinweisen und sie im jeweiligen historischen Kontext kurz einordnen.

1841 bis 1849 erscheinen die sechs Bände der ***„Vaterländischen Geschichte des Elsasses“* von Adam Walther Strobel (1792-1850).** Dass es auf Deutsch verfasst ist reiht dieses monumentale Werk in die kulturelle Tradition des Elsass ein, die bis in die Zeit der Stadtchroniken des Mittelalters zurück reicht, man denke an die Chroniken von Fritsch Closener un Twinger von Königshoven (1360-1400).

Zur Zeit Strobels gibt es keine Provinz Elsass mehr. Seit 1790 *„sind alle Spuren ihrer vormaligen politischen und administrativen Einrichtung erloschen. Das Land ist in zwei Departements aufgeteilt. Der alte Name Elsass selbst ist verschwunden*[1]*“*. Umso merkwürdiger ist die Wahl des Titels: sie zeigt wie lebendig das realexistierende Elsass in der Vorstellung seiner Bewohner um 1850 ist. Übrigens bezieht sich das Wort „vaterländisch“ bei Strobel meistens auf das Elsass, während er den Begriff „patriotisch“ benutzt, wenn die Liebe zu Frankreich gemeint ist.

• Nach eigenem Bekunden verdankt **Rodolphe Reuss (1841-1924)** seine Forschermethode als Historiker seiner Ausbildung in Jena, Berlin und Göttingen (1861-1864). Gleichzeitig ist er unverkennbar frankophil und hat sein Leben lang unter dem Trauma der Vernichtung der Straßburger Bibliothek während der deutschen Belagerung 1870 gelitten.

1912 gibt er eine ***„Petite Histoire d'Alsace“*** in Paris, wo er seit 1896 arbteitet, heraus: *„Écrivant pour des lecteurs français* – 1912 gehörte das Elsass zu Deutschland – *j'ai accordé une place plus considérable aux deux derniers siècles qu'à la période infiniment plus longue où l'Alsace vécut dans le cadre du Saint Empire. Mais je n'ai pas eu à faire d'effort pour me montrer impartial et même sympathique à ce passé lointain qui eut sa grandeur et sa beauté*[2]*“*. In seiner Doktorarbeit « *L'Alsace du XVIIe siècle* » (Paris 1897-98) oder in « *La grande fuite de décembre 1793 en Alsace* » (Paris 1924) stellt er seine profunde Kenntnis und seine Unvoreingenommenheit unter Beweis.

• Vom Oktober 1918 –rund einen Monat vor dem Waffenstillstand 1918 und vor dem Ende der Reichslandzeit im Elsass- datiert der Basler Archivar und Geschichtsforscher **Rudolf Wackernagel (1855-1925)** das Vorwort zu seiner ***„Geschichte des Elsasses***[3]*“*. Seine Darstellung reicht allerdings nur bis 1789-90. *„De l'avis général la qualité de ce travail fait que pour certaines périodes, il sert toujours de référence“* urteilt das *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne* (NDBA).

• 1936 erscheint « ***Das Elsass von 1870-1932*** » in vier Bänden. Die Herausgeber gehören der „Heimatrechtsbewegung“ der Zwischenkriegszeit an und stehen dem autonomistischen Flügel der katholischen Elsässischen Volkspartei (UPR)[4] nah.

In einem seit 1870 zwischen Deutschland und Frankreich geistig stark umkämpften Elsass erheben die Herausgeber ihren Anspruch : « Ihnen ist das Elsass mehr als ein Objekt des Geschichtlichen Geschehens oder einer zwischenstaatlichen Grenzpolitik Sie betrachten das elsässische Volk als Subjekt, als Träger seiner Vergangenheit wie seiner Zukunft, dem es deshalb zusteht, darüber zu berichten, was es selber über diesen Zeitraum denkt » (Band 1, S. 12). Auch heute noch bleibt das monumentale **„Haegy-Werk“**[5] ein wichtiges Nachschlagewerk.

• 1939-40 gibt der Historiker und **Colmarer Archivar Lucien Sittler** (1905-1987) im Alsatia Verlag eine ***„Geschichte des Elsass“*** (bis 1789) auf Deutsch heraus. 1973 erscheint sein Hauptwerk ***„L'Alsace terre d'histoire“*** auf Französisch im selben Verlag. Bei aller Gelehrsamkeit versucht er einen volkstümlichen Ton zu bewahren. Die Menschen, deren Tun und Lassen, Gelingen und Scheitern er beschreibt, bezeichnet er gern als „Alsaciens“. In seiner Bibliographie jedoch (S. 321-323) vergisst er das Haegy-Werk von 1936 zu erwähnen…

• 1970 erscheint im Verlage Privat/Toulouse eine ***„Histoire de l'Alsace“*** verfasst von sechs Professoren der Universität Strassburg[6]. Auch dieses Werk –mit einem Begleitband *„Documents de l'Histoire de l'Alsace“* bleibt ein Nachschlagewerk.

Eines der vier Bände des Haygy-Werkes.

Im Abschnitt über *„L'évolution dans la paix“* (1814-1870) wird (S. 425 und folg.) ziemlich feinfühlig über elsässische Befindlichkeiten in der Kulturfrage vor 1870 berichtet. Doch die einzige Lösung sieht F. L'Huillier in der zunehmenden Ausgrenzung der deutschen Sprache aus den Schulen, die damals von der Schulbehörde praktiziert wurde. Die Bemühungen eines Joseph Willm (Oberschulrat/Inspecteur d'Académie 1835-1853), eine durchdachte Zweisprachigkeit in den Volksschulen aufzubauen werden mit keinem Wort gewürdigt.

• 2003 erscheint wieder bei Privat/toulouse eine ***„Nouvelle Histoire de l'Alsace“*** von vier Autoren unter der **Leitung von Bernard Vogler**[7]**.**

Wichtige Tatsachen werden hier mit präzisen Zahlen untermauert. Zum Beispiel wird die Herkunft der Studenten nach Ländern oder Regionen Europas an der Straßburger protestantischen Universität im 18. Jht mit genauen Prozentzahlen angegeben (S. 169), was die ältere Behauptung bestätigt, dass diese Universität einen europäischen Charakter besaß.

Knappe Formulierung fassen gelegentlich das Wichtigste zusammen, so etwa S. 151 (L'Alsace et les traités de Westphalie): *„Après plus d'un millénaire passé dans l'obédience germanique, l'Alsace morcelée en entités politiques habituées à se gérer elles-mêmes, entre dans l'espace politique français, beaucoup plus*

centralisé. Elle y devient une province périphérique et un glacis militaire où elle perd l'essentiel de son influence sur son propre destin.».oder in der Schlussbetrachtung : *„Après avoir créé la plus ancienne littérature allemande, les Alsaciens avaient adopté la langue allemande comme langue de l'écrit mais l'enseignement exclusif en langue française a été imposé en 1918 puis en 1945"* (S.332).

Der sprachlichen Entwicklung als Politikum zwischen Deutschland und Frankreich wird in diesem Buch mehr Gewicht verliehen : zum Beispiel in der Zeit des Jakobinischen Terrors (S. 186 und 187) oder nach 1945 (. 284-285).

• 2012 hat **Bernard Vogler eine *„Geschichte des Elsass"*** (Kohlhammer, Urban Taschenbücher) herausgegeben, so dass Elsässer wie Deutsche heute wieder die Möglichkeit haben, eine Geschichte des Ländchens, von einem elsässischen Fachmann verfasst, auf Deutsch zu lesen.

• 2009 erscheint im Morstadt Verlag Kehl ***„Die Geschichte des Elsass"* von Bernard Wittmann**, die deutsche Fassung seiner *„Histoire de l'Alsace autrement"* (erschienen 1999). Eigentlich ist es eine Geschichte des Elsass zwischen 1870 und heute. Leitfaden sind die Bestrebungen, Erfolge, Rückschläge der Autonomie und des Autonomismus, wobei der Autor die Rolle Frankreichs durchwegs sehr kritisch sieht.

2010 hat **François Waag *"Main basse sur notre histoire"***[8] herausgegeben. Ausgehend von der Tatsache, dass die grosse Mehrheit der Elsässer ihre Geschichte ignorieren, zeigt er, wie diese „Terra incognita" zum Schlachtfeld geworden ist, auf dem Historiker –die Nationaux-Républicains einerseits und die Regionalisten oder Autonomisten anderseits- ihre Fehde austragen.

ROBERT GREIB

1. A.W. Strobel, op.cit. Band 5, S.538
2. Reuss R., op. cit., Préface (juillet 1912p
3. Wackernagel Rudolf : Geschichte des Elsasses (Verlag Frobenius, Basel 1919)
4. Union Populaire Républicaine war der französische Name der Els. Volkspartei.
5. Abbé Xavier Haegy ((1870-1932) leitete seit der Jahrhundertwende den Elsässischen Kurier und den Alsatia -Verlag in Colmar.
6. J.J. Hatt, Ph. Dollinger, F. Rapp, G. Livet, R. Marx, F. L'Huillier.
7. Odile Kammerer, Bernadette Schnitzler, Henri Nonn ; Bernard Vogler hat die Perioden der Geschichte seit dem 16. Jahrhundert bis heute verfasst
8. Éditions du Bastberg, 190 S. *Besonders zu empfehlen, das Kapitel « Un mémorial qui a des trous de mémoire »* S. 79-106).

Coopération des sociétés d'histoire de part et d'autre du Rhin

Un essai à transformer !

Qui connaît le réseau des sociétés d'histoire du Rhin supérieur (Netzwerk Geschichtsvereine am Oberrhein) qui a vu le jour, le 16 juin 2012 à Lucelle, dans ce qui reste de l'ancien monastère cistercien ? Quatre ans après ce pittoresque baptême, où en sommes-nous ?

Les animateurs du réseau transfrontalier des sociétés d'histoire.

Netzwerk Geschichtsvereine
Réseau des Sociétés d'Histoire

Ouvert à toutes les sociétés d'histoire de la région du Rhin supérieur, le réseau était censé développer les contacts transfrontaliers entre les uns et les autres à travers une structure souple et partager une information régulièrement actualisée. Est-il devenu ce lien incontournable du dialogue transfrontalier pour l'histoire régionale ou, au contraire, est-il venu grossir le rang de l'organigramme transfrontalier déjà abondamment fourni ?

Une nouvelle organisation transfrontalière

Évitons d'emblée tout malentendu. Les sociétés d'histoire dont il est question ici ne sont pas à confondre avec les sociétés savantes pour qui la rencontre transfrontalière et les compte rendus des travaux de recherche font partie des attributions naturelles ? Dans ce domaine, la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberheins* (Z.G.O) et la *Revue d'Alsace* font un travail admirable depuis des décennies. Non, les sociétés d'histoire dont nous parlons sont celles de tous ces passionnés d'histoire, amateurs au sens premier du terme, plus de cent vingt rien qu'en Alsace, regroupées dans la très entreprenante Fédération des sociétés d'histoire et d'Archéologie d'Alsace, nettement moins nombreuses de l'autre côté du Rhin mais non moins valeureuses. Elles constituent toutes une part de notre identité régionale, au même titre que nos sociétés de gymnastique et de chant choral autrefois. Les plus anciens de ces sociétés d'histoire locale remontent au temps du Reichsland.

La souplesse de son organisation est un atout indéniable du réseau. À sa tête, un comité trinational élu pour un mandat de deux ans, constitué d'un représentant français, allemand et suisse, assisté par un suppléant chacun. Aucune hiérarchie dans leurs rapports, pas de président mais une assemblée plénière tous les deux ans pour renouveler le comité et fixer les grandes lignes du programme à mener.

Le Rhin supérieur, domaine du réseau de coopération historique.

Les six se réunissent en général tous les semestres et disposent d'un siège symbolique au Dreiländermuseum de Lörrach qui leur offre un site internet, comptabilise les sociétés membres et publie, trois fois par, an un bulletin d'information que nos amis allemands s'évertuent à appeler *Newsletter*, où figurent la plupart des informations transfontalières susceptibles d'intéresser ses membres.

L'organisation, tous les deux ans, d'un colloque d'histoire transfrontalière accentue sa visibilité. Il en est aujourd'hui à sa troisième édition et se déroulera l'année prochaine à Offenburg, après Strasbourg (2013) et Liestal (2015). Six chercheurs, deux par pays, présentent leurs travaux de recherche ou évoquent un point d'histoire transfrontalière au cours d'une journée en général bien fréquentée. Plus de quatre vingt personnes avaient ainsi participé au colloque de Strasbourg, en octobre 2013, à la Maison de la région Alsace, la moitié provenant d'Allemagne et de Suisse. Constat réjouissant, les organisateurs n'ont jamais été en panne de sujets ou d'intervenants, preuve indirecte que les thèmes traités sont mobilisateurs et que le Rhin supérieur ne connait pas de frontière, du moins dans ce domaine-là.

Colloque et « newsletter »

Autre atout non négligeable, la publication régulière de la lettre d'information publiée sur la toile et relayée, pour la partie alsacienne, par le Bulletin de liaison trimestriel de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace.

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, celui de l'Oberrhein, en l'occurrence ? Voilà un réseau qui fonctionne depuis quatre ans, sans anicroche aucune. La cohésion voire l'amitié régnant entre les membres du comité fait plaisir à voir. L'auteur de ces lignes peut en témoigner.

Toujours le problème de la langue

Mais qui aime bien, châtie bien selon le vieil adage. Les militants de la cause transfrontalière, aux têtes désormais chenues, restent un peu sur leur faim. Probablement, dans l'ambiance bucolique de Lucelle, espéraient-ils davantage ? Mais pouvait-on mieux faire que d'assurer ce service minimum qui a le mérite d'exister à défaut d'enthousiasmer ? Ce sentiment d'appartenance au Rhin supérieur, pour généreux qu'il soit, ne se heurte-t-il pas toujours et encore à quelques disparités juridiques et administratives, sinon culturelles et politiques dont, entre autres, l'obstacle de la langue. On a beau en faire une incantation, vouloir apprendre la langue du voisin, et pire, compte tenu de l'âge des participants, se piquer de la connaître, la réalité est désespérante : on se précipite sur les écouteurs et les traductions simultanées quand on organise un colloque transfrontalier. Les revues d'histoire ignorent dans leur écrasante majorité la langue du voisin. Quant aux sociétés d'histoire locale, reconnaissons, qu'à de rares exceptions près, la préoccupation transfrontalière reste secondaire quand elle n'est pas inexistante. On garde le regard rivé sur l'horizon de son territoire, qu'il soit urbain ou rural. On dépasse rarement le ban communal et si l'intercommunalité est administrativement de mise, on se gardera cependant de franchir le Rhin. Autre monde, autres mœurs ? On a assez à faire avec l'histoire de sa petite *Heimet*, sa petite patrie. Il n'est pas certain que le réseau répondait pour la majorité des sociétés d'histoire à une véritable attente. Elles étaient, et sont toujours, apparemment heureuses dans le cadre étroit de leur périmètre.

Plus de cent vingt sociétés d'histoire pour un territoire aussi petit que L'Alsace, voilà une situation originale qui n'a pas d'équivalent dans le reste de la France, pas davantage en Allemagne et en Suisse. C'est à la fois réjouissant et inquiétant. Réjouissant, car le phénomène témoigne d'un bel attachement au patrimoine local, inquiétant, parce que cet émiettement, caractéristique de l'Alsace, contribue à renforcer le sentiment qu'on ne s'intéresse qu'à son petit territoire et qu'en dehors, comme disait Montaigne, c'est déjà l'étranger. On ne peut manquer d'être frappé par la difficulté que rencontre la lettre d'information à chaque parution pour collecter des informations qui soient vraiment transfrontalières.

Dépasser l'horizon de son petit territoire

Compte-tenu du nombre de nos sociétés d'histoire en Alsace, une structure centralisée comme la Fédération s'impose. Elle permet à ses membres de parler, de temps en temps, d'une seule voix et se montre fort utile et efficace quand il s'agit d'organiser une manifestation d'envergure, comme un colloque d'histoire transfrontalière par exemple. La mobilisation est rapide, l'information partagée et les négociations avec les pouvoirs publics facilitées dans le mesure où ces derniers n'ont qu'un seul interlocuteur qui parle au nom d'une centaine d'autres. Rien de tout cela n'existe chez nos partenaires de proximité qui envient notre organisation et notre efficacité. Bel et paradoxal éloge de la centralisation par des praticiens, de longue date, de la décentralisation On en rougirait presque mais on se refusera de bouder notre plaisir.

Ainsi fonctionne notre réseau entre le souhaitable et le possible. Cela fait quelques années que cela dure et il y a des projets pour quelques années encore. Le pragmatisme et la flexibilité sont les atouts majeurs du réseau. Ce dernier n'est qu'une pierre qui aide à bâtir l'édifice de la coopération transfrontalière. Non pas essentielle mais à sa place.

Comme toutes les initiatives transfrontalières qui s'évertuent à démontrer, jour après jour que le Rhin est autant porte que pont, *Tür und Brücke*.

GABRIEL BRAEUNER

Président des Amis de la Bibliothèque humaniste de Sélestat, Vice président de l'Académie d'Alsace et responsable de la commission transfrontalière de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace.

Faut-il réhabiliter les «Nanziger»?

Les « Nancéiens » : un groupe de 17 Alsaciens-Mosellans arrêtés par les autorités françaises en septembre-octobre 1939, peu après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, puis déférés pour espionnage devant le Tribunal Militaire de la XXe Région et incarcérés dans la prison militaire de Nancy. Présentés par le gouvernement comme les « chefs du mouvement autonomiste», ce n'est pas un groupe homogène : leurs engagements sont différents et leurs parcours contrastés. Après la guerre, confondus dans la même opprobre, il est temps aujourd'hui de faire une analyse nuancée.

Les «Nanziger» placés en quarantaine aux Trois-Épis.

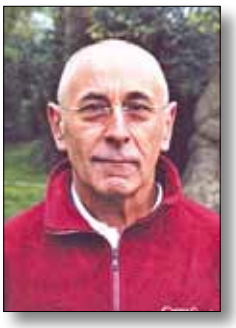
Qui sont les Nancéens ?

Sept d'entre eux sont membres ou proches de l'*Elsässische Volkspartei*, l'Union Populaire Républicaine d'Alsace, le parti catholique et la plus importante des formations alsaciennes. Se réclamant du christianisme social, ce mouvement prône un régionalisme affirmé, en fait un autonomisme administratif plus que politique, sa perspective étant celle d'un *self-government* alsacien au sein de la France. Jean Keppi en est le stratège et l'organisateur, Joseph Rossé, député et directeur du quotidien *Elsässer Kurier* le porte-voix, Marcel Sturmel, directeur de *Die Heimat* l'un des parlementaires, Victor Antoni conseiller général le responsable du parti «frère» mosellan; l'abbé Joseph Brauner, directeur des Archives municipales de Strasbourg et le Dr Joseph Oster, directeur des Hospices Civils de Strasbourg sont des adhérents de second plan, de même que Camille Meyer, journaliste. Vis-à-vis de l'hitlérisme triomphant dans l'Allemagne voisine, leur position est unanime : leur catholicisme est totalement insoluble dans le national-socialisme.

Trois autres incarcérés appartiennent à l'*Unabhängige Landespartei*, en abrégé ULP, créé par Karl Roos. Il s'agit de Paul Schall, directeur du journal du parti l'*Elsaß-Lothringer Zeitung*, René Hauss et René Schlegel, tous trois conseillers municipaux de Strasbourg. D'un autonomisme qui peine à dissimuler derrière une façade fédéraliste le souhait de ramener l'Alsace à l'Allemagne, ils sont aussi fascinés par les performances économiques du régime hitlérien, au point d'être entraînés dans une dérive vers les positions du parti nazi, notamment son antisémitisme virulent. Quatre autres appréhendés sont issus de l'ex-organisation de jeunesse de l'ULP, la *Jungmannschaft* aux idées encore plus radicales. Il s'agit de leur dirigeant, Hermann Bickler, de Peter Bieber, de Rudi Lang et d'Edmond Nussbaum.

Un dernier incarcéré, Jean-Pierre Mourer venu du syndicalisme cheminot et élu député de Strasbourg pour la *Kommunistische Partei-Opposition* les avait rejoints les mois précédents dans la constitution du parti séparatiste *Elsaß-Lothringische Partei*.

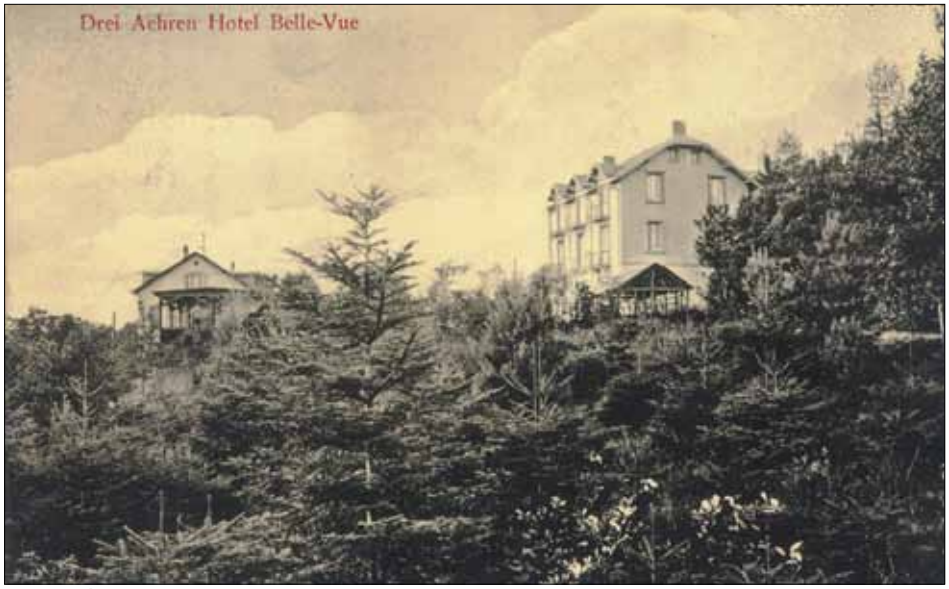
Deux cas à part: celui de l'ethnologue Joseph Lefftz, scientifique hautement renommé, libéré in extremis en juin 1940 et celui de la seule femme, Mme Georgette Woerner, secrétaire de Karl Roos – l'ancien chef de la *Landespartei* arrêté en février, condamné à mort le 26 octobre puis fusillé le 7 février 1940 – à qui sera également épargnée l'odyssée ultérieure du groupe vers le Midi de la France.



Michel Krempper.

Une odyssée tragique

Bien que sept juges militaires en soient chargés, l'instruction piétine de longs mois dans la recherche de preuves susceptibles d'étayer un tant soit peu les charges de haute-trahison et d'intelligence avec l'ennemi. En vain! Puis après neuf mois, elle sera brutalement interrompue par l'arrivée des *Panzer* allemands



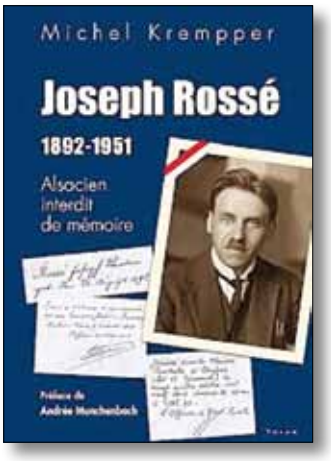
Les Trois-Épis, lieu de rassemblement des «Nacéens» après leur retour en Alsace.

dans la banlieue nancéienne. Le 14 juin 1940, menottés, fers aux pieds, les détenus sont évacués et embarqués sur les routes de la débâcle dans des conditions d'extrême brutalité. Direction les prisons du Sud où, considérés comme espions, ils sont partout maltraités : Lyon, Valence, Avignon, Tarascon, Mende et Privas pour les uns, Carcassonne pour les autres. Le 17 juillet, sans qu'ils n'aient rien demandé à personne, les Nancéiens devenus *Nanziger*, sont remis aux Allemands qui les conduisent en Alsace… et les placent en quarantaine aux Trois-Épis.

Ils sont alors soumis aux intenses pressions de Robert Ernst, second du *Gauleiter* Wagner pour qu'ils signent une adresse à Hitler réclamant l'intégration de l'Alsace au Grand Reich. Si les plus proches du nazisme signent avec conviction, les anciens de la *Volkspartei* tentent d'échapper à la manipulation – avec acharnement mais sans succès – en exigeant des clauses inacceptables par les Allemands. Après des concessions mineures d'Ernst, le texte est acheminé à Berlin pour être présenté au Führer… qui ne le lira pas ! Pas plus que les Alsaciens qui ne le découvriront qu'en 1947 lors des procès de l'épuration. Sous le nom fallacieux de « Manifeste des Trois-Épis », il servira de prétendue preuve de la collusion entre le mouvement autonomiste et l'hitlérisme.

Attitudes durant la guerre

Durant la suite de la guerre les différences d'attitudes, qui s'étaient manifestées aux Trois-Épis, vont s'accentuer parmi les anciens *Nanziger*. Sept d'entre eux se mettront au service de l'occupant nazi. À savoir : Bickler, Lang, Schall, Nussbaum, Hauss, Mourer nommés *Kreisleiter*, chefs d'arrondissement ainsi que plus tard Schlegel. Les deux premiers franchiront même un pas de plus dans la servilité puisque, sous l'uniforme de la SS avec les grades respectifs de colonel et de commandant, ils participeront au sein du *Sicherheitsdienst* à Paris à la traque des résistants français. Lang commandera également la rafle de police qui conduit à la déportation en Allemagne des professeurs et étudiants de l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. Mourer entrera dans les SA avec le grade de lieutenant-colonel. Pour eux, la question de la réhabilitation serait évidemment mal venue tant au plan juridique qu'au plan moral. Pour leur trahison, ils seront tous condamnés à la peine capitale en 1947, par contumace, hormis Mourer arrêté en Allemagne, jugé à Mulhouse et fusillé le 10 juin 1947.



Mais tous les autres Nanziger s'interdiront une quelconque activité politique. Rossé se vouera à la défense de la maison d'édition l'Alsatia pour diffuser à travers elle une abondante littérature religieuse interdite, y employer de nombreux juifs ainsi que des religieuses privées de leurs postes dans l'enseignement et la santé ; Keppi se consacrera aux réfugiés avant de diriger l'imprimerie strasbourgeoise de l'Alsatia ; Stürmel occupera des fonctions administratives à la mairie de Mulhouse ; Brauner et Oster retourneront à leurs activités d'avant guerre. Bref, selon le mot du résistant gaulliste Robert Heitz « ils s'étaient réfugiés sous leurs tentes. » En réalité, pas totalement. Réunis au sein d'un « cercle de Colmar » animé par Rossé et Keppi et dans lequel Stürmel sera coopté, ils s'associeront à la résistance anti-hitlérienne allemande constituée autour de Gördeler et du colonel von Stauffenberg qui tentera de tuer le Führer par l'attentat du 20 juillet 1944. Ce qui vaudra aux deux premiers nommés d'être traqués par la Gestapo, à laquelle ils n'échapperont que grâce à l'arrivée des libérateurs franco-américains.

Pour ces *Nanziger de la Volkspartei* la question de la réhabilitation se pose. Les procès de 1947 ont d'ailleurs innocenté Keppi comme Rossé des accusations d'« intelligence avec l'ennemi » pour les faits d'avant le 16 juin 1940 les ayant fait enfermer à Nancy. En outre, le 16 mars 1954 un arrêt de la Cour d'Appel de Colmar rendu sur le cas Sturmel a admis que « les circonstances du moment et celles du lieu de la pétition des Trois-Épis n'avaient pas délibérément favorisé l'action de l'armée ennemie ». Il est aujourd'hui plus que temps de procéder à une analyse objective de l'attitude des intéressés face au nazisme. Ils ont estimé justifier de négocier avec l'occupant pour sauvegarder des intérêts alsaciens. Même si ce choix apparaît *a posteriori* comme critiquable, il n'a pas été indigne. La sévérité des condamnations dont ils ont fait l'objet avait pour but principal but de discréditer le mouvement autonomiste. Plus de 70 ans se sont écoulés : le moment est venu d'un examen mesuré. C'est pourquoi, un Cercle Joseph Rossé devrait prochainement se constituer dont ce sera l'objectif de faire la pleine lumière sur ces *Heimatrechtler* aussi courageux que calomniés. En commençant par celui qui a le plus souffert de sa condamnation puisqu'il est mort prématurément en prison : Joseph Rossé.

MICHEL KREMPPER

À lire

- Philip Bankwitz, *Les chefs autonomistes alsaciens 1919-1947*, Saisons d'Alsace n° 71, (1980).
- Krempper Michel, *Aux sources de l'autonomisme alsacien-mosellan 1871-1945*, éd. Yoran Embanner, (2015)
- Krempper Michel, *Joseph Rossé, Alsacien interdit de mémoire, 1892-1951*, éd. Yoran Embanner, (2016).
- Bernard Wittmann, *Jean Keppi, 1888-1967, autonomiste, chrétien, antinazi*, éd Yoran Embanner, (2014).

Die Gesellschaft der Freunde und Förderer der Erwin von Steinbach-Stiftung

Eine interessante aber nicht unbestrittene Quelle zur Geschichte des Elsass bietet die „Gesellschaft der Freunde und Förderer der Erwin von Steinbach-Stiftung e. V.", gegründet in 1963 (http://gesellschaft-elsass-und-lothringen.de). Sie ist aus dem „Bund der Elsässer und Lothringer e. V und dem „Bund Vertriebener aus Elsaß-Lothringen und den Weststaaten e.V" hervorgegangen. Der Zweck der Gesellschaft ist „der Zusammenschluß und der persönliche Kontakt von Menschen, die den deutsch-französischen Kulturaustausch, vor allem im Elsaß und in Lothringen, zu fördern wünschen".

Die Gesellschaft verfolgt das Ziel die Aufgaben des ehemaligen „Wissenschaftlichen Instituts der Elsaß-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt am Main e. V." zu übernehmen. Dieses Institut war 1920 gegründet worden, mit dem Zweck der Pflege der gemeinsamen wissenschaftlichen und kulturellen Interessen der nach dem Ersten Weltkrieg aus Elsaß-Lothringen Vertriebenen oder mehr oder weniger freiwillig Ausgewanderten. Erster Generalsekretär war Georg Wolfram (1858-1940), der 1887 zum Leiter des Bezirksarchivs Metz und 1909 zum Leiter der Universitäts- und Landesbibliothek Straßburg ernannt worden war. Die Hauptaufgabe des Instituts bestand auch in der Weiterführung und im Abschluß großer, vor 1914 an der damaligen Kaiser-

Der Westen

Inhalt

Die Zeitschrift „Der Westen".

Wilhelms-Universität zu Straßburg begonnener Werke, soweit sie gegenständlich im Zusammenhang mit dem Elsaß und Lothringen standen. Zu nennen ist in erster Linie das vier große Quartbände umfassende Werk „Das Reichsland Elsaß-Lothringen 1871–1918".

Die französische Beobachter betrachteten das Institut als „organe de combat" (Zeller) wenn nicht als eine „Zentrale der faschichtischen Expansionspolitik gegen den Westen" (Roscher). Sicher ist das die Mitarbeiter des Instituts überzeugt blieben das Elsass Lothringen deutsch sei. Das bedeutet aber nicht das alle Arbeiten die im Rahmen dieses Institut geführt wurden ohne historischen Wert waren.

Nach 1933 wurde das Institut wegen „marxistischem" und „jüdischem" Einfluss durch die neuen Machthabern misstrauisch betrachtet. Übrigens passten die Beziehungen des Instituts mit den elsässischen Autonomisten nicht zu der Politik Hitlers die Frankreich schonen und eine Verzicht Deutschland auf Elsass Lothringen geltendmachen wollte. Das Institut suchte durch „Sebstgleichschaltung" seine Existenz zu bewahren. In der Einführung zum Band 2 des oben genannten Werkes verfasst Georg Wolfram ein Lob des Führers. 1935 musste er sich dennoch zurückziehen und wurde durch Paul Wentzke ehemaliger Leiter der kaiserlichen Staatsarchiv in Strassburg als Leiter des Institus ersetzt. Dieser war kein Freund der NSDAP und konnte den politischen Vorstoß gegen das Institut dämpfen. In Einvernehmen mit der offiziellen deutschen Aussenpolitik wurde nun das Elsass als Kommunikationsbrücke zwischen Frankreich und Deutschland betrachtet und die Beziehungen mit elsässischen Geschichtsforscher bis 1939 intensiviert. Nach dem Kriegsausbruch wurde aber das Institut vollständig für die neue Eingliederung Elsass Lothringens in des Reich instrumentalisiert. Der Umzug des Instituts nach Straßburg wurde erwogen aber das Projekt entsprach nicht den Vorstellungen des Gauleiters Wagner der keine Verstärkung der elsässischen Identität wünschte. Das Institut bekam 1941 die Aufgabe eine „publikationsstelle West" als Auslandnachrichtendienst"zu betreuen. „Wentzke hatte keine Bedenken sich dem Terrorapparat des SS zu verpflichten" (Wolfgang Freund).

1945 ließ die amerikanische Militärverwatung des Instituts stilllegen und seine Bibliothek der Stadt Frankfurt übe-

Band 2 des Werkes "Das Reichsland Elsass-Lothringen 1870_1918 des Instituts der Elsaß-Lothringer im Reich"

rantworten. Dieses Institut mußte seine Tätigkeit 1945 einstellen. Die vom Institut aufgebaute Elsaß-Lothringen-Bibliothek hat den 2. Weltkrieg im wesentlichen überstanden. Dagegen wurde alles, was das Archiv bis 1944 übernommen hatte, am 22. März 1944 bei der Bombardierung

Frankfurts vernichtet. 1960 wurde mit der Gründung der Erwin-von-Steinbach-Stiftung das Instituts aufgelöst. Die Bibliothek ist heute Eigentum dieser Stiftung und wird als Dauerleihgabe in der Stadt- und Universitätsbibliothek Frankfurt am Main verwahrt. Viele Nachlässe und Teilnachlässe elsässischer und lothringischer Persönlichkeiten (darunter Ernst Barthel, Christian Hallier, Marie Hart, Friedrich Lienhard, Max Rehm, Christian Schmitt, Paul Wentzcke, Oskar Wöhrle), sowie die erhaltene Verwaltungsunterlagen des „Wissenschaftlichen Instituts der Elsaß-Lothringer im Reich" und die Verwaltungsunterlagen der Erwin von Steinbach-Stiftung befinden sich in dieser Bibliothek.

Die Gesellschaft der Freunde und Förderer der Erwin von Steinbach-Stiftung

Das Wissenschaftliches Institut Elsass Lothring Frankfurt.

ist früher nicht zu Unrecht als eine verdächtige Quelle betrachtet worden da sie noch in den siebziger Jahren Schriften von ehemaligen elsässischen Nazis wie Paul Schall veröffentlicht hat. In der Jüngeren Zeit findet man aber in die Veröffentlichungen dieser Gesellschaft, insbesondere in der Zeitschrift „*Der Westen*", keine anfechtbaren Äußerungen mehr. Diese Gesellschaft wird von einem aus drei Personen gebildeten Vorstand geleitet. Seit 2014 gehören dem Vorstand die folgenden Personen an: Dr. Rudolf Benl (Vorsitzender), Dr. Jürgen Dettmann (erster stellvertretender Vorsitzender), Anne Marie Girardin (zweite stellvertretende Vorsitzende).

Sie gibt die Zeitschrift „*Der Westen*" heraus die man auf ihre Internetseite finden kann. Auf dieser Internetseite findet man auch eine Bibliographie zur Geschichte des Elsaß und Lothringens und sonstige Dokumente. Das Mitteilungsblatt „*Der Westen*" erscheint im Kern seit 1951. Heute richtet sich die Zeitschrift vorwiegend an Bundesdeutsche, die an den Geschehnissen im Elsaß und in Lothringen, an der Geschichte und der Gegenwart des Landes interessiert sind.

L'histoire de l'Alsace ne se consulte aujourd'hui plus seulement dans les livres

Quelques adresses internet

- Le site de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace
www.alsace-histoire.org/

- Le site du Centre régional de documentation pédagogique (devenu «Canopé»)
www.crdp-strasbourg.fr/data/lcr/histoire-en-bref/textes/histoire_en_bref.pdf

- Le site de l'Université de Haute Alsace
www.atlas.historique.alsace.uha.fr

- Histoire d'Alsace – le blog de Gabriel Braeuner
www.histoires-alsace.com/

- Wikipedia en français
https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l%27Alsace

- deutsches Wikipedia
https://de.wikipedia.org/wiki/Geschichte_des_Elsass

- Lexilogos
www.lexilogos.com/alsace_carte.htm

- le site des châteaux forts d'Alsace
www.chateauxfortsalsace.com

- le projet Deuframat
www.deuframat.de/einfuehrung/in-einem-neuen-europa.html

- Seite über die Städte und Länder des deutschen Kaiserreiches,
www.deutsche-schutzgebiete.de/reichsland_elsass-lothringen.htm

- **www.elsass-lothringen.de**

- Elsaß – Europäische Region in Geschichte und Gegenwart
www.deutschlandundeuropa.de/32_96/elsass.pdf

- Die Seite der Gesellschaft der Freunde und Förderer der Erwin von Steinbach-Stiftung
http://gesellschaft-elsass-und-lothringen.de/9.html

- Site de Unsri Heimet
http://blog.unsri-heimet.eu/dossiers/

- facebook canal historique: pour ceux qui aiment l'histoire
www.facebook.com/groups/1597614233896583/?fref=ts

- facebook histoire d'alsace
https://www.facebook.com/Histoire.Alsace/

- facebook histoire Alsace
www.facebook.com/histoirealsacienne/?fref=ts

- Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins
www.kgl-bw.de/a_publ_zgo.htm

- Geschichte vor Ort
www.regionalgeschichte.net/bibliothek.html

- Das grenzüberschreitende Netzwerk der Geschichtsverbände des Oberrheins
www.netzwerk-geschichtsvereine.de

D'une histoire exclusive à une histoire inclusive !

La nécessité de l'enseignement de l'histoire de France est évidente. Mais il faut dépasser celle-ci en ce qu'elle se réduit à une particularité dépourvue de dimension plurielle et en ce qu'elle ne nous présente pas ce qui fait l'Alsace.

L'histoire nationale au service de l'identité nationale

L'histoire enseignée est une reconstruction, toujours subjective, destinée à transmettre un récit national établissant la continuité française, enracinant le peuple et glorifiant les ancêtres, exaltant la grandeur nationale, dans le but de créer le lien national et d'assurer la légitimation du pouvoir.

L'histoire et son enseignement ont par trop été placés au service de la promotion d'une identité nationale unique, indifférenciée, fermée, exclusive, par recentrage survalorisant sur une seule langue, une seule histoire et une seule culture. L'enseignement de l'histoire reste largement celle d'une histoire singulière inscrite en dehors du continuum européen et faisant bien trop abstraction de la France réelle, c'est-à-dire de l'histoire de la diversité française, qu'elle soit historique, linguistique, culturelle et religieuse, qu'elle soit ancienne ou plus récente.

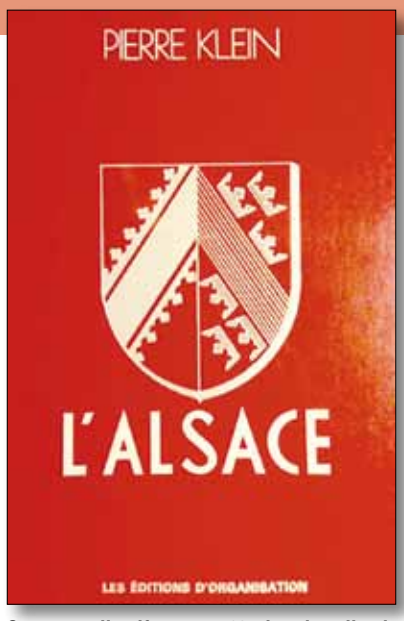
Pour une histoire postnationale

L'enseignement de l'histoire doit évoluer, en premier lieu parce que l'identité nationale évolue elle-même. Il faut se poser la question de savoir si l'histoire peut continuer d'exister comme cela dans une France qui a changé et dans un monde où les légitimités changent et quels Français fabriquer dorénavant. La pluralité de la nation et l'extension de la citoyenneté à des champs nouveaux appellent la pluralité et l'extension de l'histoire. Ces questions d'une actualité brûlante conduisent à s'interroger sur la place que l'enseignement traditionnel de l'histoire de France accorde aux identités culturelles et, plus généralement, à la nécessaire conciliation de l'universel et du particulier. Il faut sortir de l'histoire nationale et officielle, qui célèbre la particularité exclusive et appauvrissante et s'ouvrir à l'histoire de l'autre, des autres, qui inclut et enrichit. Il faut nationaliser les mémoires dans un objectif de « rassemblance ». « *Ce très beau mot… connote à la fois ressemblance, rassembler, différence, France. La rassemblance nous incite à élaborer une histoire non linéaire; une histoire commune et plurielle, à grande et petites échelles, dans laquelle puissent s'enraciner les mémoires différentes…, une histoire non figée, réceptacle en mouvement de mémoires vivantes ouvertes à l'Autre.* » (Suzanne Citron).

L'école et l'enseignement de l'histoire ont ici un rôle majeur à jouer. Leur part dans la construction d'une nécessaire identité collective, alsacienne, française et européenne, est des plus importantes. Cette construction ne peut pas se faire sur le seul partage d'une langue, d'une culture et d'une histoire communes. Il convient d'y adjoindre le partage d'autres langues, d'autres cultures, d'autres histoires. Il devient urgent que l'école s'ouvre davantage à ces objectifs et que l'enseignement de l'histoire assume, gère et réduise les inévitables tensions entre histoire et mémoire, entre histoire « réelle » et histoire enseignée (quoi enseigner, quoi emblémiser, quoi oublier, quoi stigmatiser), entre internationalisme et nationalisme, entre citoyenneté nationale et citoyenneté multiple (régionale, nationale, européenne, mondiale). Il s'agit de prendre en compte les justes revendications de la diversité des vécus dans une déconstruction – reconstruction de l'histoire de France permettant à toutes les mémoires occultées de s'inscrire dans une nouvelle mise en perspective, base d'une identité nationale actualisée et vivante pour les Français d'aujourd'hui. Le « devoir de mémoire » doit aller impérativement de pair avec la prise en compte de la diversité des mémoires.

La nécessaire « alsacianisation »

Nous devenons Français en ce que nous faisons nôtre ce que l'on nous présente de la France. Et parce que l'école ne nous présente rien de ce qui fait l'Alsace, ou si peu, nous ne pouvons pas faire nôtre ce qui ne nous est pas présenté. Et comme on ne peut pas s'identifier à ce que l'on ne connaît pas, nous ne sommes pas loin d'avoir atteint le degré zéro du niveau d'adhésion à « l'alsacianitude ». De même, nous ne voulons évidemment pas être ce que l'on n'a pas fait de nous. Autrement dit, nous avons fait l'impasse sur une socialisation alsacienne, sur une « alsacianisation ».



Ouvrage collectif paru en 1981 dans la collection « Peuples et Pays de France » sous la direction de Pierre Klein.

La grande majorité des Alsaciens ne connaît que l'histoire enseignée, c'est-à-dire un récit identitaire, une histoire inventée, dont l'objectif premier est de fabriquer du citoyen français, ce qui, bien entendu, va de soi. Mais, en Alsace, comme partout ailleurs en France, la construction identitaire est amplement le fait d'une socialisation érigée au bénéfice d'une identité singulièrement française qui fait très largement abstraction des appartenances plurielles. Ce que les Alsaciens s'imaginent être résulte avant tout d'une histoire, qu'on leur raconte et qu'ils se racontent à eux-mêmes. Une histoire qui comporte beaucoup de sentimentalisme, de contradictions, d'incertitudes et d'approximations, de contrevérités aussi. Car à vrai dire, ils n'ont jamais eu l'occasion de faire ensemble un travail sur leur histoire et leur culture ni donc d'élaborer ensemble une mémoire collective.

Si l'Alsace a une histoire, elle n'a par contre pas de mémoire ! Cela explique la crise du NOUS alsacien, une crise qui notamment porte en elle, provoque et soutient la déconstruction linguistique. Ce qui manque le plus à l'Alsace, c'est le penser ensemble qu'en particulier une connaissance partagée de son histoire, une mémoire collective, permettrait. C'est pourquoi nous renouvelons toujours et encore la revendication pour un enseignement généralisé de l'histoire et de la culture d'Alsace, pour une socialisation alsacienne en faveur d'une identité ouverte et plurielle, riche de toutes ses composantes, une « alsacianisation ». **PIERRE KLEIN**

Hirsebreifahrt

Une belle histoire de notre si riche patrimoine historique

Qu'est-ce que la Hirsebreifahrt ? Il s'agit d'un pari remontant à l'année 1456. Lors d'un exercice militaire commun entre Strasbourgeois et Zurichois, ces derniers laissèrent entendre qu'en cas de siège ils arriveraient à ravitailler Strasbourg en bouillie de millet avant que celle-ci n'ait le temps de refroidir. Ils en firent la démonstration et arrivèrent à Strasbourg 22 heures après leur départ, avec un chaudron encore chaud.

Depuis cette date, cet événement historique mais aussi symbolique est régulièrement commémoré. La *Hirsebreifahrt* (course de la bouillie de millet) se déroule tous les dix ans depuis 1946, excepté en 1966 – on dit qu'elle fut oubliée et reportée à l'année suivante.

La fontaine des Zurichois construite en 1884, rue de Zurich à Strasbourg – les Zurichois étaient arrivés par le canal qui se trouvait dans cette rue – rappelle cet événement devenu un moment festif. La marmite est encore visible au musée Historique de Strasbourg.

Avec la canalisation du Rhin et les nombreuses écluses sur le parcours (huit entre Bâle et Strasbourg), les Zurichois effectuent désormais le trajet en plusieurs jours – cette année du 13 au 17 juillet avec plusieurs haltes en cours de route, dont deux en Suisse (à Baden et Rheinfelden) et une à Breisach en Allemagne.

J'ai pu moi-même assister à la réception chaleureuse par le maire de Breisach sur la place de la mairie, près du Stephansmünster (Cathédrale Saint-Stéphane). Superbe vue sur la Forêt-Noire et les Vosges au soleil couchant, au son d'une fanfare et du « Badner Lied ».

Le lendemain, 16 juillet, nous étions une vingtaine de personnes à attendre les Zurichois sur la passerelle Des deux Rives, armés de drapeaux suisses et alsaciens. Avec une petite heure de retard sur l'horaire prévu, nous avons enfin vu pointer à l'horizon les quatre *Langschiffe* (barques à fond plat). Quatre minuscules points noirs perdus sur ce fleuve majestueux, sous un soleil implacable aux heures de midi.

L'après-midi, la même petite équipe s'est rendue au centre ville, près de l'embarcadère du Palais des Rohan. Les quatre embarcations arrivèrent à l'heure, applaudies par un public qui aurait pu être plus nombreux et saluées par des drapeaux alsaciens, deux grandes banderoles (*Mir welle bliewe was mer sin* et *Elsässer sin mir, Elsässer bliewe mir*) et un bateau privé arborant des drapeaux *Rot un Wiss*.

Hirsebreifahrt 2016.

On peut déplorer que l'accueil officiel par la ville de Strasbourg n'ait pas été tout à fait à la hauteur d'un événement qui n'a lieu que tous les dix ans. On peut regretter aussi que le maire, Monsieur Ries, n'ait pas prononcé un seul mot d'allemand ou d'alsacien pour saluer ces joyeux Suisses qui nous ont régalé avec une délicieuse bouillie de millet aux noisettes et aux raisins secs !

La *Hirsebreifahrt* étant une marque d'amitié et de solidarité en cas de danger, le parti alsacien *Unser Land* en a profité pour remettre une lettre à Madame le Maire de Zurich et établir différents contacts.Merci à nos amis suisses pour ces deux belles journées, pour leur courage, leur enthousiasme et leur savoureuse bouillie. ◗ **CHANTAL UHRING**

■ 1253-1254

Seit dem 13. Jahrhundert bestehen urkundlich belegte Bündnisse zwischen den beiden Reichstädten Strassburg und Zürich Zürich und Strassburg. Um Schutz zu finden, den ihnen das Reich nicht gewähren konnte, schlossen sich Basel und Zürich bereits 1253 dem rheinischen Städtebund an. Politische, militärische und wirtschaftliche Beziehungen verbanden vor allem die alte Eidgenossenschaft mit den Städten des Niederrheins. Die Chroniken beider Länder, der Eidgenossenschaft wie des Elsasses, verzeichnen von da an ein gemeinsames Vorgehen und die Versicherung gegenseitiger Hilfeleistung.

■ 1329

Weitere Bündnisse erfolgten 1329.

■ 1439

Während des Zürichkrieges vermittelte Strassburg öfters zwischen den Kontrahenten Schwyz und Zürich.

■ 1456

Wette zwischen den Schweizern aus Zürich und den Elsässern aus Strassburg im Jahr 1456. Die Zürcher bewiesen mit einer Bootsfahrt, dass sie innerhalb von 24 Stunden in Strassburg sein konnten, weil der aus Zürich im Boot mitgebrachte Hirsebrei in Strassburg noch warm war.

■ 1576

Wiederholung der Fahrt am 20. Juni ;auch damals wurde der Brei so heiss abgeliefert, dass sich die Strassburger beim Essen „die Lefzen" verbrannt haben sollen. Aus diesem Anlass verfasst Johann Fischart das 1174 Verse lange Lobgedicht: Das glückhafft Schiff von Zürich, Hrsg. von Alois Haas, Stuttgart 1967 (Reclams Universalbibliothek Bd. 1951).

■ 2006

vom 24. bis zum 27. August, organisierten der Limmat-Club Zürich zusammen mit der Schützengesellschaft der Stadt Zürich, der Gesellschaft der Bogenschützen in Zürich und der Stadtmusik Zürich eine weitere Hirsebrei-Fahrt nach Strassburg.

L'Atelier de chansons yiddish

Le Centre Culturel Alsacien est un local biscornu au rez-de-chaussée d'un immeuble, boulevard de la Victoire, en face de la piscine. Venez ! Poussez la porte !

Le coefficient de remplissage de ce lieu est impressionnant: beaucoup de gens viennent discuter, assister à des conférences, voir une exposition, participer à des cours d'allemand, d'alsacien, à des ateliers de théâtre, de danse.

Vous y trouverez aussi l'atelier de chant Yiddish. Les cours sont désormais divisés entre un groupe «débutant» et un groupe «avancé» respectivement les lundi et mardi de 18 h à 19 h 30.

Mariage dans le Yiddishland.

Qui vient chanter en yiddish?

La plupart des inscrits ne sont pas juifs, mais sont marqués par une autre identité forte qui les rend perméables aux sonorités du yiddish, et à l'émotion que cette langue transmet: ils sont alsaciens, pratiquants actifs ou passifs, en tout cas sensibles à la musique des langues germaniques. Et ils trouvent dans le yiddish une variante de cette musique. D'autres ne sont pas locuteurs de l'alsacien ou de l'allemand, mais ont une curiosité et un engagement qui les aident à dépasser tous les obstacles de cette langue riche en consonnes!

Comme dans toutes les activités artistiques, les femmes sont plus nombreuses. Mais la participation des hommes progresse constamment, tous les espoirs sont donc permis! La palette des âges est très large et participe à l'excellente ambiance ainsi qu'à la cohésion du groupe.

C'est la 5e année que j'anime cet atelier, avec un noyau dur de fidèles. Ils maîtrisent maintenant les difficultés de la lecture du yiddish, sa phonétique particulière, qu'on appelle translittération, et ce qui rapproche et différencie le yiddish et l'allemand.

Chaque séance est comme une petite cellule autonome et unique. Nous faisons d'abord quelques petits échauffements, des respirations, puis des sons: des mmm, des oooo qui s'ouvrent en aaaaaaa quand on atteint les hauteurs, des mi-a mi-a des ououou en notes conjointes montantes puis descendantes…

Puis nous apprenons une nouvelle chanson, que je chante d'abord, pour ouvrir l'appétit aux gourmands. Je traduis ensuite mot à mot en expliquant l'origine de chaque mot, et à chaque chanson se vérifie à nouveau la grandeur du yiddish, langue de fusion faite de mots alémaniques, de mots slaves, de mots hébraïques, (mais pas prononcés comme en hébreu – que Dieu nous en garde!): chacun peut être actif, chacun connaît un mot d'allemand, de russe, de polonais, de roumain, (même l'anglais peut aider!), chacun sera sensible à une tournure syntaxique proche d'une langue connue… À croire que cette langue est faite pour animer des groupes disparates…

Des concerts-spectacles

Et chaque année, un petit concert devenu petit spectacle. La première année, où nous avions peu de répertoire, nous avons chanté des chansons classiques lors de la Fête de la Musique Yiddish à la Choucrouterie. Roger Siffer nous ouvre en effet les portes de son petit théâtre chaque 21 juin. Depuis, nous avons plus d'ambition: en avril 2013, nous avons monté un concert pour la Commémoration de la Shoah, à l'UJLS qui nous a accueillis: il s'agissait de présenter des chants dont les paroles ont été ré-écrites pendant ces moments d'épreuve et de terreur, par exemple, les «raisins secs et amandes» présents dans la très ancienne chanson de Goldfaden, qu'on retrouve dans le chant du ghetto de Lodz. L'année suivante, j'ai eu l'idée de rendre hommage aux révolutionnaires du Yiddishland, en leur dédiant une soirée de chants et de textes, appelée «*Réveillez-vous!*». Nous avons réuni un répertoire de chants de misère et de lutte, qui ne manquent pas dans notre tradition! L'année suivante, sensible aux plaintes récurrentes des chanteuses et chanteurs («trop de misère, trop de souffrance!»), j'ai ouvert le répertoire aux chansons d'amour et de mariage… En privilégiant les amours heureuses… le chant des jeunes filles qui partent pour si longtemps dans leur belle-famille, quittant père et mère tendrement aimés: ou la prière d'une belle-mère qui s'adresse à la future belle-mère de sa fille en lui demandant de la respecter, de ne pas la traiter comme une bonne! Nous avons chanté des chants endiablés, des chants d'amour, de fête, la plus belle fête, la plus «haute» fête, celle où l'on remercie Dieu qui accouple les couples du haut de son savoir infini.

Et l'année suivante, en route pour l'Amérique: «Oy, Amerike!» ▸ **ASTRID RUFF**

Nous remercions notre public, qui vient fidèlement à nos représentations, et avec qui, à travers ces chants, ces danses, on célèbre la culture yiddish qui a bien cru mourir, mais que nous sommes nombreux aujourd'hui, juifs et non-juifs à honorer.

„Lieblingsplätze" in Straßburg und Umgebung

In der Reihe Lieblingsplätze, unter dem Motto „Erleben, Genießen, Erkunden", hat der rührige Meßkircher Verlag Gmeiner den zwischen Kehl und Straßburg pendelnden Literaturwissenschaftler Stefan Woltersdorff für eine grenzüberschreitende Entdeckungstour durch Straßburg/Strasbourg und Umgebung gewonnen.

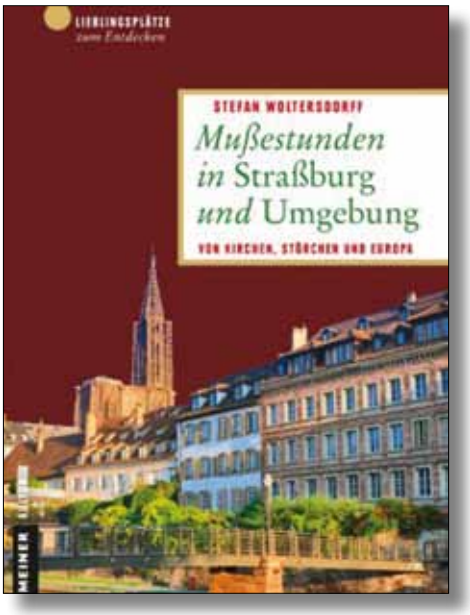
Woltersdorffs Mußestunden in Straßburg und Umgebung verstehen sich als ein entspanntes und genüssliches Schlendern durch die „Straßburger Altstadt, gefolgt von der wilhelminischen Neustadt und dem Villenviertel Robertsau, ferner der populären Krutenau und der *Ville Nouvelle* Richtung Rhein".

Es ist keine leichte Aufgabe, bei der Fülle des sich Anbietenden eine gewisse Thematik im Auge zu behalten, dem Wohlbekannten weniger Bekanntes hinzuzufügen und die ausgewählten 66 Lieblingsplätze in schlenderbare Rundgänge einzugliedern. Stefan Woltersdorff verbindet in seinen augenzwinkernden Promenaden das linke und das rechte Rheinufer zu einer Art von literarischem Eurodistrikt. Außer in Straßburg lustwandelt er in Kehl und dessen näherer Umgebung und schlägt den Besuch von weiteren elsässischen Lieblingsplätzen vor, die nicht mehr als 40 Kilometer vom Münster entfernt sind.

Der falsche Armenier...

Eingegliedert in die historisch-literarisch-gastronomisch überpuderten Spaziergänge von einem Lieblingsplatz zum andern finden sich Porträts von 11 Persönlichkeiten, die aus dem Elsass stammen oder dort einen markanten Besuch abstatteten.

Wussten Sie, dass der von den Genfern wegen Ketzerei vertriebene Komponist, Naturwissenschaftler, Philosoph, Pädagoge und Schriftsteller Jean-Jacques Rousseau im November 1765 für einige Wochen Zuflucht in Straßburg suchte? Die damalige vornehme Straßburger Gesellschaft riss sich um den als Armenier gekleideten, skandalumwitterten Rousseau, der jedoch am 9. Dezember nach England abreiste. Man erfährt ebenfalls, dass Antoine de Saint Exupéry, der Autor



des weltberühmten *Kleinen Prinzen*, in Straßburg seinen Militärdienst ableistete und 1921 auf dem Polygoner Flughafen seinen Schein als Militärflieger machte.

Zu den männlichen Lieblingsgestalten gehören weiterhin Johann Wolfgang von Goethe, Georg Büchner, Pierre de Beaumarchais, René Schickele, Albert Schweitzer, Alfred Döblin und Albert Schweitzers Neffe Jean-Paul Sartre...

Cherchez les femmes...

Die Frauen kommen in Stefan Woltendorffs Liste beliebter Persönlichkeiten entschieden zu kurz. Nur zwei weibliche Wesen befinden sich unter den elf Auserwählten. Da ist zunächst die in Straßburg geborene Elly Heuss-Knapp, die nicht nur die Frau des ersten deutschen Bundespräsidenten, sondern Zeit ihres Lebens eine im sozialen Bereich engagierte Politikerin war und zudem als Werbefachfrau für Marken wie Nivea, Erdal, Kaffee Hag oder Persil arbeitete. Die Persönlichkeit der Friederike Brion erlebt eine Ehrenrettung und wird nicht nur auf den „Strahl der Dichtersonne" und das „Heideröslein" beschränkt.

Ein Porträt der zwischen Elsass (Bouxwiller) und Baden (Liebenzell) lebenden liebenswerten Dialektschriftstellerin Marie Hart (1856-1924) und die Erwähnung der unermüdlichen Frauenrechtlerin und überzeugten Europäerin Louise Weiss (1893-1983) wären in einer zweiten Auflage denkbar. Und wer könnte die Vulkanologin Katja Krafft (1942-1991) vergessen, die mit ihrem Mann bei einem Vulkanausbruch südlich von Tokyo ums Leben kam?

Im Plauderton

Der für Eingeweihte und Nichteingeweihte gleichermaßen bestimmte Führer ist im Plauderton gehalten und mischt geschickt geschichtliche Informationen und dazu passende Anekdoten. Mit leichter Hand vermittelt Stefan Woltersdorff historisches und kulturelles Wissen, wobei er Sorge trägt, eventuellen kontroversen Themen aus dem Weg zu gehen. Hier spricht nicht der Literaturhistoriker, sondern ein kultivierter Flaneur, der zum behaglichen Schlendern und Schauen einlädt. Auch das elsässische Kulturzentrum ist, als eigenartigen Raum indem sich die drei Sprachformen der Region ausdrücken können, im Führer erwähnt

Im Bemühen um originell-entspanntes Erzählen schießen Autor (oder Verlag?) allerdings einige Male mit gewollt saloppen Titeleien über das Ziel hinaus. Man merkt die Absicht und man ist verstimmt... ▸ **EMMA GUNTZ**

Stefan Woltersdorff: „Mußestunden in Straßburg und Umgebung", Gmeiner Verlag GmbH / Messkirch, 2015

Von Marianne, John Bull, Uncle Sam und dem deutschen Michel...

Manchmal werbend, manchmal drängend schwänzeln der deutsche Michel, der englische John Bull und der US-Onkel Sam auch noch heute um die französische Marianne herum und kommen nur selten mit ihr zurecht. Wie könnte es auch anders sein, wenn viele Männer dazu berufen sind, um eine einzige anspruchsvolle Frau zu werben...

"Marianne"
(*Büste eines unbekannten Künstlers im Palais du Luxembourg*)

Marianne

Die Verkörperung der "douce France" konnte natürlich nur ein weibliches Wesen sein, das sich je nach Laune zugänglich oder spröde, kokett-anspruchsvoll oder zuverlässig-arbeitsam zeigen kann. Die barbusige Marianne der französischen Revolution mit der phrygischen Mütze der freigelassenen Sklaven löste die Francia bzw. die Gallia ab, die als Allegorie des französischen Königreichs gegolten hatte. Sie ist die neue republikanische Ikone und symbolisiert Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit. Das mit Marianne verkörperte Frankreich hielt und hält sich für die Krone der politischen und kulturellen Schöpfung und erwartet, dass man seinen Wünschen und Ansprüchen bevorzugt gerecht wird.

Eine hübsche elsässische Legende erzählt, dass das erste weibliche Modell der Marianne die Ehefrau des Colmarer Jean-François Reubel gewesen sei. Einer der Führer der Französischen Revolution, der berühmt-berüchtigte Vicomte Paul Barras, habe während einer Soirée bei den Reubels bewundernd bemerkt: "*Madame, Ihr Vorname steht Ihnen genau so gut, wie er der Republik zu Gesicht steht*".

Die kriegerische Marianne (1830) von Delacroix ist seit langem den in allen Mairien vorhandenen Büsten und Konterfeis junger Stars mit Sex-Appeal gewichen, von Brigitte Bardot bis zu Laetitia Casta und Sophie Marceau. Man ist ja schließlich in Frankreich!

Der Deutsche Michel

Er verkörperte den Deutschen oder das Deutsche schon lange, bevor man auch nur an Marianne dachte. Die Herkunft des Ausdrucks ist ungewiss. Für die einen handelt es sich um ein erfundenes "Sobriquet", einen Übernamen wie John Bull oder Unclel Sam. Andere führen diese Bezeichnung auf eine im 15. Jahrhundert entstandene Pilgergesellschaft, die "Michelbrüder" zurück, die fromme Lieder singend zum Mont St.Michel in der Normandie wallfahrten: "*Herre Sancte Michael steh uns bii, lieber Herr Sancte Michael, was tust du in welschem Lande, sii geben uns das Kupfergeld um das rote Gold*". Wann und wie aus dem Erzengel Michael der deutsche Michel entstanden sein soll, ist nicht klar. Da die Franzosen in den deutschen Wallfahrtsliedern nur den Ruf nach Sankt Michael verstanden, könnten sie geringschätzig die deutschen Wallfahrer als plumpe "Michelot" oder "Michels" abgestempelt und auf alle Deutsche übertragen haben.

"Wie der Deutsche Michel wieder alles von sich gibt"
(*Karikatur, A.O.Schalck, 1848, Heinrich-Heine-Institut, Düsseldorf*).

Ein ständiges Hin und Her

Seit dem 16. Jahrhundert ist die Bezeichnung "deutscher Michel" gang und gäbe und zwar meist im negativen Sinn. In der Sprichwörtersammlung von Sebastian Franck heißt es 1541, dass die Frau "ein so torecht Tier" sei, dass man an ihrer Vernunft zweifeln könne. Frauen seien zwar listig wie "Doctores", doch in wichtigen Dingen wüssten sie "weniger dann der teutsch Michel". In seiner Aufzählung grober, tolpatschiger Menschen stehen "*ein grober Alpenbauer, ein blinder Schwab, ein rechter Dummerjahn, der teutsche Michel...*"

Ab der Reformationszeit verwandelt sich das negative Bild des "thumben" Deutschen Michel und bezeichnet einen gutmütigen, etwas einfältigen, aber wohlmeinenden, gehorsamen Menschen. Eine Wendung zum Saubermann macht der Spitzname im 17. Jahrhundert, wo sich

der Deutsche Michel "wider alle Sprachverderber" wandte, die die deutsche Sprache mit lateinischen, französischen, welschen, spanischen Wörtern vermischten: "*Ich deutscher Michel / versteh schier nichel / in meinem Vaterland / es ist ein Schand*". Auch für den etwas deutschtümelnden Hans Michael Moscherosch (1609-1669) ist der deutsche Michel jemand, der freimütig, gutherzig daherredet und stolz auf seine deutsche Sprache ist. Doch in der Folgezeit des Dreißigjährigen Kriegs wird der Deutsche Michel eine immer negativere Gestalt, der im "Teutschen Sprachschatz" (Nürnberg 1691) mit "idiota, indoctus" gleichgesetzt wird.

Um die Mitte des 18. Jahrhunderts wird Michel zum jungen Bauernknecht. Er ist bieder und verträumt bis schlafmützig, gutmütig und arbeitsam. Sein persönliches Wohlergehen ist seine einzige Sorge. Er überlässt politische Revolutionen anderen Ländern und Menschen. Michel ist "*gehorsam Gott und Fürsten / den einen Hang verspürend nur / nach Sauerkraut und Würsten*".

Die politische Michel-Spottfigur mit der Schlaf- oder Zipfelmütze tritt vor allem zwischen den napoleonischen Befreiungskriegen und der Revolution von 1848 auf. Man findet ihn in witzigen Flugschriften, wo man ihn zu tatkräftigem Eingreifen in das politische Geschehen aufrütteln will.

Willy Brandt hat – laut *Der Spiegel* vom 22. Januar 1973 – versucht, den Bundesbürgern eine neue Definition des Deutschen Michel schmackhaft zu machen: "*Der Bürger '73 arbeitet hart und zahlt ehrlich seine Steuern, er sorgt für Kunst(sic) am Eigenbau und ist lieb zu Kindern; er übt Barmherzigkeit am Nächsten und achtet Eltern und Großeltern; freudig trägt er Mitveranwortung am Staat und betrachtet Frieden als Lebenhaltung*". Ein anspruchsvolles Programm von gestern für heute und morgen…

Elsässer Wackes

Fast in jeder Region, jeder Stadt gibt es einen Spitznamen für deren Bewohner. Der heute kaum mehr gebrauchte Schimpfname "Elsässer Wackes" spielte auf Charaktereigenschaften an, ohne ein präzises äußeres Erscheinungsbild zu besitzen. Der Ausdruck scheint in Straßburg enstanden zu sein in Anlehnung an das Lateinsche "vagus", das in Vagabund überlebte. Als "Wackes" bezeichnete man einen Taugenichts, einen Raufbold, einen Lümmel. Im *Straßburger Wochenblatt* dichtete 1883 ein Auguste Schneider: "*E bsundre Bummler han mer hie / mer duet'ne Wackes nenne / uf Plätze, in de Gasse sieht m'r erum ne renne / d' Händ in de Hosse, d'Kapp im Gnick' / im Muul 'ne irdne Klowwe*".

"John Bull"
(*anonyme Karikatur, frühes 19. Jahrhunderts*)

Das Schimpfwort "Wackes" erlangte 1913 im damaligen Reichsland Elsass-Lothringen eine traurige Berühmtheit in der sogenannten Zaberner Affäre. Am 6. November berichtete *Der Zaberner Anzeiger*, dass der preußische Leutnant, Freiherr von Forstner, elsässische Rekruten mit dem Schimpfnamen "Wackes" belegt habe, obwohl der Gebrauch dieses Worts durch Regimentsbefehl verboten war. Forstner habe weiterhin gesagt, dass jeder, der so einen "Dreckwackes" zusammensteche, von ihm noch 10 Mark Belohnung erhalte.

Die Affäre eskalierte, und die schon vorher überaus gespannte Atmosphäre zwischen preußischem Militär und elsässischer Zivilbevölkerung verschlechterte sich. Volksaufläufe wurden mit Hausdurchsuchungen und anderen preußischen Schikanen erwidert. Die elsässischen Abgeordenten protestierten vergeblich in Berlin, worauf Anfang 1914 die Zivilregierung des Reichslands Elsass-Lothringen demissionierte. Die Lage hatte sich kaum beruhigt, als am 4. August 1914 der Erste Weltkrieg ausbrach. 350000 Elsass-Lothringer wurden eingezogen. 50000 fielen an der Front auf Seiten des Deutschen Michel gegen die Kinder Mariannes, John Bulls und Uncle Sams...

John Bull

Die Gestalt des John Bull als Verkörperung des Königreichs Großbritannien tauchte zum erstenmal 1712 in den Pamphleten des John Arbuthnot auf, die der Gulliver-Autor Jonathan Swift 1727 unter dem Titel "*Die Geschichte des John Bull*" herausgab. In dieser literarischen Handelssatire setzt sich der gewitzte, vierschrötige und jähzornige Engländer John Bull zusammen mit seinem niederländischen Freund Nicholas Frog (Frosch) zur Wehr gegen das Handelsgebaren des affenartigen Lewis Baboon (Ludwig XIV). John Bulls Bild schwankt dann zwischen dem dümmlichen, ewig verschuldeten Kleinbürger und dem wohlhabenden, stockkonservativen Durchschnittsbürger, der an Charles Dickens' Mr. Pickwick erinnert.

In den Karikaturen des 19. Jahrhunderts erscheint er als ein wohlgerundeter, missmutig dreinschauender Mann in Frack, Knickerbockern, Zylinder und einer gelegentlichen Union-Jack-Weste. Im Ersten Weltkrieg wird die Gestalt des John Bull in Deutschland als abfällige, lächerliche Karikatur des Gegners England verwendet und erscheint in vielen satirischen Zeichnungen des "Simplicissimus".

Thomas Nast und Uncle Sam

Die englische Ikone John Bull und die US-Verkörperung Uncle Sam haben außer der englischen Sprache noch etwas anderes gemeinsam: Beide wurden von dem deutschstämmigen "Vater des amerikanischen Cartoons", Thomas Nast (1840-1902), in eine geniale zeichnerische Form gebracht.

"Uncle Sam" verkörpert die US-Regierung oder die Vereinigten Staaten schlechthin. Die Bezeichnung soll 1812 im zweijährigen Krieg gegen Großbritannien aufgekommen sein, als diese die Unabhängigkeit der U.S.A. in Frage stellten. 1816 erscheint ein Buch über "*Die Abenteuer des Uncle Sam auf der Suche nach seiner verlorenen Ehre*". Die Gestalt des Uncle Sam verdrängte damit den "Bruder Jonathan" und die "Columbia", die der Bartholdischen "Miss Liberty" verblüffend ähnlich sah... Während der Sezessionskriege (1861-1865) präzisiert sich das Bild des Uncle Sam als eines älteren Manns mit flatternden silberweißen Haaren und Ziegenbart, der in einen blauen Schwalbenschwanz mit rot weiß gestreiften Hosen gekleidet ist und einen weißen Zylinder mit Sternen und einem blauen Band trägt.

Es ist der im pfälzischen Landau geborene, sechsjährig mit seinen Eltern nach New York ausgewanderte Thomas Nast, der als blutjunger Starzeichner der illustrierten Zeitschrift

"Harper's Weekly" der Figur des Uncle Sam seine endgültige Gestalt gab.

"Uncle Sam" (*Thomas Nast, 1877, Thomas Nast Verein / Schindlersammlung*)

Thomas Nast war ein überzeugter Vertreter der Union, ein Pazifist und Antirassist. Seine Arbeit trug ihm die Bewunderung Abraham Lincolns ein, der ihn als einer seiner besten Werbeagenten bezeichnete. Der Uncle Sam Thomas Nasts beobachtet scharf, stellt Missstände fest, verurteilt, macht Neuerungsvorschläge. Auf einer der Nastschen Zeichnungen reitet Uncle Sam auf einer mit "Congress" beschrifteten Schnecke und beklagt in der satirischen Titelei den ach so langsamen Fortschritt der Unbestechlichkeit... In den USA gilt Uncle Sam als eine Art Gewissen der Nation, während er von antiamerikanischen außenstehenden Betrachtern kapitalistischer und imperialistischer Gelüste bezichtigt wird.

He had a dream...

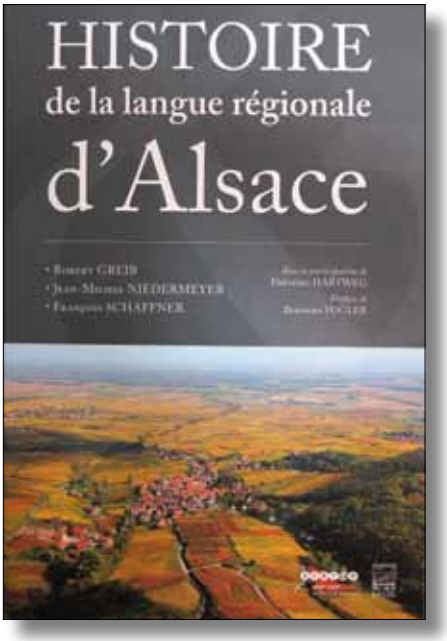
Thomas Nast träumte von einer friedlichen, gerechten Menschengemeinschaft, in der alle der am amerikanischen Melting-Pot Beteiligten den ihnen zustehenden Platz einnehmen konnten. In einer großformatigen Illustration von 1869 vereinte er an der Tafel des traditionellen Thanksgiving alle Bewohner der USA von den Weißen über die zugewanderten Chinesen und Mexikaner, bis zu den Indianern und den befreiten Sklaven. Ein väterlicher Uncle Sam zerlegt und verteilt den traditionellen Truthahnbraten. In der Mitte der Tafel thront eine mächtige Torte mit der Zuckerguss-Aufschrift "allgemeines Wahlrecht", das zumindest für die Afromerikaner des Südens - weitere hundert Jahre auf sich warten ließ. **EMMA GUNTZ**

Les impressions d'un lecteur suédois de l'«*Histoire de la langue régionale d'Alsace*»

Lars Olsson a grandement contribué à informer ses compatriotes suédois de la complexité de l'histoire de l'Alsace, ses deux langues et ses trois expressions linguistiques. Il a beaucoup apprécié l'«Histoire de la langue régionale d'Alsace» (2013 CRDP et SALDE) : *Voici quelques extraits de ses impressions de lecture.*

Cela m'a fait grand plaisir de lire cet ouvrage et de faire, grâce aux auteurs, ce passionnant voyage à travers les siècles : les Celtes et les Romains et leur influence sur la toponymie en Alsace, la migration des peuples, lorsque les Alamans et Francs sont arrivés en si grand nombre que l'Alsace parle depuis quinze siècles des dialectes alémaniques et franciques, la riche littérature au Moyen-Âge, le rôle éminent joué par l'Alsace dans l'espace rhénan au temps de la Réforme, de la Renaissance, de l'Humanisme et de la Mystique, la pénétration du français après l'annexion («la réunion»!) au XVIIe siècle, la production littéraire au XVIIe et XVIIIe siècles, les progrès du français après la Révolution et l'Empire, la période du Reichsland pendant laquelle une belle littérature de langue allemande s'est développée, la politique culturelle des vainqueurs français si insensible aux souhaits des Alsaciens après 1918, la brutalité linguistique des nazis de 1940 à 1945, la politique culturelle dans une Alsace traumatisée durant les 4e et 5e République dont le but était l'unité linguistique de la nation française, la régression de la langue régionale après la guerre et ses causes, mais aussi la lutte des Alsaciens et des Alsaciennes pour le bilinguisme et la sauvegarde de la langue régionale.

Une documentation solide, des analyses lucides et perspicaces. C'est un livre fort utile pour ceux qui croient



déjà connaître le passé de la région, et encore plus instructif pour ceux qui y sont peu initiés.

Puis-je en toute humilité mentionner trois lacunes? Ce livre est très riche et un index aurait été utile ; une page aurait pu être consacrée à la *Lautverschiebung* (la deuxième mutation consonantique) avec ses conséquences pour les dialectes alémaniques et franciques d'Alsace ; enfin, une définition du terme «allemand régional».

LARS OLSSON

Sommes-nous un peuple, s'interroge Jean-Paul Sorg. Je ne sais pas si nous le fûmes un jour et si nous le sommes aujourd'hui. Sans doute sommes-nous dépositaires d'une histoire digne d'un peuple. Cela suffit-il ? Notre volonté de faire vivre, revivre, l'alsacien, le parler-alsacien, est-il de nature à réaliser ce rêve ? Combien sommes-nous (encore) à comprendre l'alsacien, à le parler ? Les lecteurs ne sont pas légions. Et la langue alsacienne est-elle adaptée pour les questions qui nous traversent, questions européennes, mondiales, globalisées ? Peut-être devons-nous nous poser cette question: quelle justification pour cette aspiration à n'être ni français ni allemands, seulement alsaciens ? Cette aspiration n'est-elle pas la résurgence d'un inconscient collectif façonné au cours des trois dernières guerres et du sentiment de monnaie d'échange qui nous est resté durablement ? Alors même que, bilingues (à la manière des Suisses) la littérature bilingue alsacienne aurait accès à un lectorat allemand et un autre, français.

Notre identité contemporaine ne tient-elle pas en ce que deux cultures se rejoignent en nous et que nous sommes situés à leur confluence ?

Roland Goeller

À propos du numéro «Être Alsacien aujourd'hui»...

J'ai lu avidement l'ensemble des articles proposés dans le dernier numéro de *Land un Sproch*, « Être Alsacien aujourd'hui » un ensemble riche, varié, nuancé, polyphonique, symphonique et quelque peu rhapsodique dans le bon sens de ce terme, car certaines vérités doivent être répétées fréquemment pour qu'elles imprègnent durablement nos neurones. Cet ensemble fait remarquablement le tour de notre problème alsacien et il en dresse à la fois un constat attristant et en même temps encourageant.

Mais tous les lecteurs ont-ils la même interprétation de ces textes et des prises de position des différents contributeurs ? Décodent-ils ces messages de la même façon ? Pour bien s'entendre, il faut avant tout bien se comprendre ! Autrement dit il faut se mettre d'accord de façon ouverte et consensuelle sur la signification des termes utilisés. Prenons, par exemple, deux mots rencontrés dans les articles de ce numéro : « autonomisme et communautarisme ». Il s'agit là de deux mots à « charge culturelle » très forte, qui peut être partagée ou non selon les connaissances ou selon les orientations politiques des uns et des autres. ....

Voilà une exercice qu'on pourrait proposer aux membres de la Commission Politique Linguistique du Conseil Culturel d'Alsace à partir de quelques mots-clés comme : langue régionale, alsacianité, alsacianitude, bilinguisme, glossodiversité, apprentissages précoces, compétence interculturelle, empathie... Est-ce que cela ne permettrait pas de dépasser certaines méfiances et certains blocages pour mieux s'atteler ensemble et sereinement à la même tâche sans tirer à hue et à dia ? Il ne s'agit pas de gommer les différences mais de les accepter, de les relativiser en acceptant l'altérité... *dass mer scheen met anander wittersch komme !* Aimer l'Alsace, c'est regarder dans la même direction !

François Weiss

AMIS LECTEURS, DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS !

Chers amis lecteurs, alimentez cette rubrique, faites-nous part de vos observations et donnez votre avis par courrier postal ou électronique : 5 boulevard de la Victoire 67000 Strasbourg / **email : elsassbi@gmail.com**

M'R BRÜCHE EJCH

- Pour **promouvoir notre langue** et notre culture régionale,
- Pour **soutenir l'enseignement** bilingue français-allemand,
- Pour **faire connaître notre histoire**, notre littérature, nos traditions,
- Pour **développer la coopération** au sein du Rhin supérieur,

JE SOUTIENS L'ASSOCIATION CULTURE ET BILINGUISME D'ALSACE ET DE MOSELLE-RENÉ SCHICKELE GESELLSCHAFT :

- ❑ j'**adhère** à l'association et je verse ma cotisation (30 euros)
- ❑ je m'**abonne** à la revue *Land un Sproch* (4 numéros par an : 18 euros - Hors France : 21 euros)
- ❑ je **fais un don** (déductible de l'impôt sur le revenu à raison de 66 % de son montant)
- ❑ je **participe à l'activité** de l'association (précisez vos disponibilités).

Crédit Mutuel Cronenbourg **IBAN** FR76 1027 8010 0200 0206 5270 138 ▪ **BIC** CMCIFR2A
Volksbank Bühl eG Deutschland **IBAN :** DE39662914000005134714 ▪ **BIC :** GENODE61BHL

(n'oubliez pas d'indiquer votre nom et l'objet de votre virement)